

La France ouvre la "gouvernance" de la télé francophone à quatre despotes

Des hélicos trop chers mettent le Samu en panne



Attaque iranienne, menaces de riposte israélienne

Bienvenue dans la nouvelle saison de...

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



... "Game of Drones" !

108^e ANNÉE - N° 5397 - mercredi 17 avril 2024 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 F - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 \$ - GB 2 £

Cérémonie d'ouverture des JO - Macron cogite : Plan B, plan C ou complètement plan T ?

#METOO : SILENCE, HÔPITAL



L'Algérie aime ses journalistes

FARID ALILAT est rédacteur à « Jeune Afrique » depuis 2004. Algérien de nationalité, pugnant et rigoureux, il est installé depuis une trentaine d'années à Paris. Le voilà qui débarque à Alger, comme il le fait trois fois par an, pour couvrir l'actualité politique de son pays et, surtout, enquêter. Samedi 13 avril, il vient de poser le pied en zone internationale, à la sortie d'un vol Air France. Ses rendez-vous sont calés jusqu'au 21 avril. Et, là, les choses se gâtent. Onze heures durant, il sera baladé de bureau en bureau, interrogé par différents fonctionnaires. « Tous courtois », précise-t-il, au sujet de ses écrits, de la ligne éditoriale du mensuel et des opposants algériens à l'étranger. Son ordinateur et son portable sont fouillés.

« A la vérité, dit-il au « Canard », personne ne m'a expliqué ce qu'on me reprochait. Jamais je n'ai vu un juge. Mais de là à expulser un citoyen et journaliste algérien de son propre pays, sans motif aucun... C'est inédit. » Alilat a du métier. Il a rédigé, depuis la fin des années 90, des centaines de papiers sur la décennie noire, le régime Bouffekik et sa clique affaiblie. « J'ai écrit sur le pouvoir, la corruption des élites, la rente pétrolière ; si j'ai été surveillé, je n'ai jamais été interdit de travailler. »

Dimanche 14, il a été reconduit au pied de la passerelle par les fonctionnaires algériens : « Je ne vais pas prendre le risque de revenir. A moins d'avoir des garanties écrites... » Signe d'un pouvoir fébrile à six mois de la présidentielle, qui verra, ô surprise, Tebboune reconduit pour un nouveau mandat.

J.-L. L. T.

Les EPR de Macron flambent

A CROIRE que, chez EDF, la spécialité maison, ce n'est plus l'électricité mais les dépassements de coûts. Les études à peine lancées, les six premiers EPR2 annoncés par Macron voient leur facture augmenter de 30 % : 67,4 milliards d'euros, au lieu des 51,7 annoncés par l'énergéticien en avril 2021 (« Les Echos », 5/4). Pas de doute, après Flamanville (près de 20 milliards au lieu de 3,3) et Olkiluoto 3 (11 milliards au lieu de 3,4), en Finlande, les bonnes traditions ne se perdent pas.

Principales raisons de l'augmentation du prix de ces trois couples d'EPR2 qui seront construits au Bugey (Ain), à Gravelines (Nord) et à Penly (Seine-Maritime) : l'actualisation du coût des études et de la construction. Et EDF ne considère pas qu'il s'agit là de chiffres définitifs. En effet, l'évaluation a été faite avant que les plans des réacteurs ne soient terminés (ils sont toujours à l'étude) et, surtout, n'inclut pas les coûts de financement, déterminants dans le prix des projets.

Dernière précision : EDF a pris des provisions pour « risques et aléas » à hauteur de 5 milliards d'euros. Elles aussi susceptibles d'excroissance accélérée ?

H. M.

QUI TROP EMBRASE...

C E N'EST PAS une nouveauté, jouer avec le feu est un exercice que chacun sait dangereux mais qui continue d'être pratiqué avec intensité. L'Iran, qui a lancé le déluge de feu contre Israël, pardon, contre le « régime du diable », ainsi que le nomme l'ayatollah Khamenei, est un habitué du jeu.

Les mollahs vengeurs qui ripostaient à l'attaque de drones contre leur ambassade à Damas pour y éliminer des gradés des Gardiens de la révolution islamique ont certes pris des précautions. Ils ont laissé filtrer à l'avance leurs intentions et modéré le rôle de leurs amis du Hezbollah libanais et des Houthis yéménites, auxquels ils délèguent d'ordinaire la partie. Mais, en menant directement contre Israël une attaque sans précédent, avec l'envoi de près de 200 drones et de 150 missiles samedi dernier au soir, ils ont attisé le danger. Ils ont fait courir, non seulement à la population iranienne, qui endure déjà leur régime, les sanctions et une grave crise économique, mais aussi au Moyen-Orient, le risque le plus grave du jeu en question : celui de l'incendie qui peut à tout instant virer à l'embrasement.

Le chef des Gardiens de la révolution a beau faire part de son intention de ne pas « poursuivre cette opération », et Tsaï, avec le Dôme de fer et l'aide des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France, mais aussi de la Jordanie et, moins directement, de plusieurs pays du Golfe, avoir intercepté 99 % des tirs visant l'Etat hébreu, le risque court toujours. Et il est plus que sérieux, car le feu couve encore et ne demande qu'à reprendre.

Toutes les conditions sont réunies avec une riposte aussitôt annoncée qui laisse peu de place au doute, même si pareilles déclarations font aussi partie du jeu. Les interrogations portent évidemment sur la nature et l'ampleur de la riposte en question, qui peuvent entraîner l'embrasement. Et, surtout, sur les moyens de l'éviter. Cette nécessité d'une désescalade fait la quasi-unanimité chez les alliés d'Israël, à commencer par les Etats-Unis, dont le soutien financier est vital au pays, et d'où Biden a fermement conseillé à Netanyahu de « réfléchir attentivement » avant de se lancer dans une opération de représailles susceptible de dégénérer et d'étendre en brasier le conflit. Les Anglais et Macron ont également appelé à la modération.

Mais il en va bien sûr différemment au sein du gouvernement israélien, où, pour les durs, il n'est pas question de se contenter, comme d'une victoire, de l'interception réussie de tous les tirs iraniens. Ces durs ex-

trémistes estiment que « la retenue et la modération ont abouti au 7 octobre » et exigent des « représailles massives » pour « réimposer le pouvoir de dissuasion » du pays. Tandis que les plus modérés plaident, de leur côté, pour la nécessité impérieuse de préserver le soutien américain en prenant en considération les pressions de l'administration Biden et des alliés de la région et européens pour calmer le jeu.

Netanyahu, qui tient son pouvoir des premiers, et reste sur la ligne dure et maximaliste à Gaza, où il envisage toujours de mener un assaut contre Rafah, n'a pas encore tranché. Alors que continue cette guerre qu'il n'a pas gagnée en ramenant les otages et en éradiquant le Hamas, comme il l'avait promis, c'est à lui de jouer avec le feu. De prendre le risque de l'étendre ou celui, qui en est un pour lui, de la faire cesser. La seconde hypothèse, on l'aura comprise, ne semble malheureusement pas d'une brûlante actualité.

Erik Emplaz



Le réchauffement : des débats ? Non, des décrets !

P OURQUOI, sur ce sujet essentiel qu'est la lutte contre le réchauffement climatique, s'embêter avec les députés, les sénateurs, le dé-

bat parlementaire, bref, tout ce fourbi qu'on appelle la démocratie représentative ? Le ministre délégué à l'Industrie, Roland Lescure, vient d'annoncer, dans « Le Figaro », que les grands choix énergétiques pour 2035 seraient fixés par décret.

Quelle part donner au nucléaire, aux renouvelables, à la lutte contre le gaspillage énergétique ? Combien d'éoliennes et de panneaux solaires en plus, et de passeroies thermiques en moins ? Tout cela, qui fait débat, aurait dû être l'objet d'une grande loi. Laquelle aurait été débattue au Parlement devant la nation tout entière. C'est la loi Energie-Climat de 2019 votée par la Macronie qui avait prévu qu'un texte législatif « fixe les priorités d'action de la politique énergétique ». Et que la fameuse PPE, la programmation pluriannuelle de

l'énergie, qui donne la feuille de route tous les cinq ans, découle de cette loi.

Enterré, tout cela ! « Nous voulons être ambitieux et efficaces », s'est défendu Lescure. Et, surtout, éviter la déroute au Parlement, vu que la Macronie n'y a plus la majorité... Pas sûr que ce soit une bonne idée : les recours juridiques vont se multiplier et fragiliser ce programme énergétique qui sera déjà bien fragile puisqu'il n'aura pas force de loi.

Gag : pour donner l'impression qu'il reste encore un brin de démocratie en la matière, Attal vient de charger la CNDP, la Commission nationale du débat public, de lancer des les prochaines semaines une grande consultation populaire sur le sujet. Lutter contre les canicules à grands coups de brouillard artificiel ? Génial !

Jean-Luc Porquet

FRAPPES DE L'IRAN CONTRE ISRAËL : LA RUSSIE APPELLE À LA RETENUE



La guerre intelligente, vraiment ?

L ES JOURNALISTES de l'IA, la seule rédaction israélienne de Tel-Aviv, et de Local Call, le pendant en hébreu du site en anglais, n'en reviennent toujours pas. Pourquoi la censure militaire de l'Etat hébreu a-t-elle laissé passer, début avril, leur papier sur Laverden, 600 articles auraient été censurés (« La Croix », 12/4). Mais pas celui-ci, qui raconte comment les militaires ont confié à un logiciel d'IA des informations sur quelques centaines de combattants du Hamas pour identifier tous les Palestiniens présentant un profil semblable dans la bande de Gaza.

Résultat : à partir d'adresses, de liens WhatsApp, de fréquences, l'IA a fini par désigner des dizaines de milliers de cibles à abattre, 37 000 au total, toutes des militants supposés du Hamas (« Courrier international », 11/4). Le taux de fiabilité du système est de 90 % au mieux, ce qui signifie que 10 % des cibles sont des innocents. Sans parler des victimes collatérales, quand le militant présumé est frappé par une bombe à son domicile. Pour vérifier que la personne visée est la bonne, les soldats ont vingt secondes. Autant dire que la machine fait la loi.

C'est tout à l'honneur de la démocratie israélienne d'avoir laissé publier cet article sur le

rôle essentiel pris par l'IA dans la guerre moderne. Pour les censeurs militaires, la publication n'est peut-être ni une question de démocratie, mais de pur cynisme mercantile. Autant populariser le système s'il s'agit de le vendre à des pays tiers qui rêvent de l'utiliser. L'intelligence artificielle est aujourd'hui une arme essentielle sur tous les champs de bataille, et son rôle va aller grandissant.

Après leurs révélations, les journalistes de +972, l'indicateur téléphonique de l'Etat, vivent, eux, dans la crainte des représailles de l'extrême droite. La preuve que le journalisme d'enquête est plus que jamais un combat, dans un pays en guerre divisé entre partisans de la paix et jusqu'au-boutistes de l'apartheid.

Jean-Michel Thénard

Le mur du con

F RANCHI tout en finesse par Pascal Praud dans le « JDD » (14/4). Pour faire l'éloge de l'esprit français, le journaliste préféré de Vincent Bolloré ose cette métaphore... anti-boches, façon guerre de 14-18.

« Nous ne sommes pas des Allemands qui réfléchissent avec des neurones lestés du poids de l'enclume. »

Tant de légèreté, de finesse dans la pensée, c'est vraiment du travail de Praud !

Tous aux abris !

L E LOGEMENT est en crise. Locataires en galère, propriétaires pétrifiés par un crédit qui fait boum, sans-abri sans issue de secours, immobilier en panne, promoteurs effondrés par l'écroulement de la construction, BTP en plein doute et DPE en plein délire... Il y a péril en la demeure, il est généralisé, et quand le bâtiment ne va pas, rien ne va !

En 80 pages et 80 sujets, des centres-villes colonisés par Airbnb aux dédales de MaPrimeRénov', des résidences qui se barricadent au zéro artificialisation nette (ZAN) qui rend les maires zinzins, du village olympique à vendre au littoral pris d'assaut, des bouges des marchands de sommeil aux palais à vendre d'un gouvernement dépassé par le problème, « Les Dossiers du Canard » ont enquêté de la cave au grenier sur le logement, préoccupation première des Français.

Un numéro à ne pas manquer.

• Crise du logement : périls en la demeure, 100 p., 7 € en kiosques.



Le Cyrano de l'Elysée

ETAIT-CE L'EFFET de son déplacement à Bergerac dans la journée pour visiter une usine d'armement ? Toujours est-il que Macron a tenu à son retour une réunion explosive avec des élus de son parti. Selon ses propres termes, il a même poussé une « gueulante », ce 11 avril au soir.

« Ça déconne, ça part dans tous les sens, a-t-il tonné. Chaque ministre y va de sa proposition, ce n'est pas coordonné. Résultat : un sentiment de brouillais. Un jour c'est l'assurance-chômage, un autre la santé, puis c'est la fin de vie ou le logement social... Et encore Macron n'a-t-il pas cité la fonction publique. Plus grave encore : aux yeux de Macron : le fait que Le Maire se soit agité dans tous les sens sur les finances publiques a créé « de l'inquiétude qu'il n'a pas lieu d'être ». Et qui serait responsable, selon lui, des mauvais sondages de la liste Hayer.

Aussi Macron a-t-il demandé à son Premier ministre de « remettre de l'ordre dans la maison » afin que « chacun fasse son boulot ». Le 13 avril, Emmanuel Moulin,



le directeur de cabinet d'Attal, a donc envoyé à ses homologues des différents ministères une note qui a toutes les apparences d'un rappel à l'ordre.

Il y déplorait des « initiatives de communication non coordonnées, non concertées et non validées par le cabinet du Premier ministre ». « Les annonces de réformes doivent avoir été arbitrées, et les modalités de leur communication dans les médias décidées en accord avec le pôle communication de Matignon », rappelle-t-il.

Certains ministres ayant pris l'habitude de nourrir les articles de presse de « petites phrases » pour éviter les interviews qui nécessitent une autorisation en haut lieu, le directeur d'Attal précise que « les interviews et les citations des ministres doivent être envoyées préalablement au pôle communication de Matignon avec un préavis suffisant pour y apporter d'éventuelles corrections ».

En matière de communication, Attal, 35 ans, se joue grand professionnel...

Premier ministre en fuite

Gabriel Attal a décidé de participer le moins possible à la campagne pour les élections européennes. En privé, il ne cesse de répéter que son rôle de Premier ministre l'occupe à plein temps et qu'il n'a pas, et n'aura pas, le temps de faire campagne aux côtés de Valérie Hayer, qui conduit la liste de la majorité présidentielle. Avec cette justification, rapportée par « Le Parisien Dimanche » (14/4) : « Je suis le chef du gouvernement, pas le chef de la campagne ».

Une déclaration qui a exaspéré Macron et ses conseillers. L'un d'eux confie au « Canard » : « Au moment où les sondages sont mauvais, un Premier ministre qui refuse le rôle de chef de la majorité, ça ne va rien arranger. Attal espère ainsi se protéger du bidon à venir dans les urnes. Pour tenter de limiter les dégâts, il va falloir que le Président s'y colle lui-même. Et il le fera payer d'une façon ou d'une autre à Attal s'il poursuit dans cette volonté ».

A bon entendre, salut !

Le discours du 23 avril

Macron va donc « s'y coller » dès la semaine prochaine. Si les tensions au Moyen-Orient ne viennent pas bousculer son agenda, c'est le mardi 23 avril qu'il devrait prononcer son discours-programme sur l'Europe, histoire de lancer enfin la campagne européenne dans son camp.

Un discours dans la droite ligne de celui qu'il avait prononcé à la Sorbonne peu après son élection, le 26 septembre 2017. Les conseillers élyséens cherchent encore un lieu emblématique pour ce nouveau discours « fondateur ».

Alors, et alors seulement, Valérie Hayer pourra présenter son projet pour les cinq années à venir. Ensuite, et seulement ensuite, sera connue la composition de sa liste (lire plus loin).

Il faut juste espérer pour eux qu'ils ne laissent pas passer la date du 9 juin...

A la Commission européenne, la campagne démarre fort

LA PRÉSIDENTE sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (alias « UVLD »), a subi une défaite, le 11 avril, au Parlement européen : 382 députés, soit les deux tiers des votants, se sont exprimés contre la nomination de l'un de ses protégés, le député allemand CSU Markus Pieper, au poste de représentant chargé des PME. Le poste est subalterne et le vote était indicatif, mais il a valeur de symbole. Il s'agit même d'un « camouflet » pour « UVLD », soulignent à l'envi ses détracteurs au sein de la Commission.

Lundi 15 au matin, Pieper a préféré jeter l'éponge. Dans le journal allemand « Handelsblatt », il accuse le commissaire français Thierry Breton d'être responsable de sa chute.

Non sans raison : le 27 mars, quatre commissaires haut placés, parmi lesquels Breton, avaient pris la plume pour demander des comptes à leur présidente à propos de cette nomination, qui ne respectait pas, selon eux, les règles de l'impartialité. Et pour cause : trois candidats, pourtant plus capés sur le papier, n'avaient pas été retenus dans le processus de sélection.

Circstances aggravantes : le poste, jusqu'alors bénévole, s'était soudainement vu doté, par la volonté de la présidente, d'une rémunération

Tête dans les étoiles

Histoire de faire contrepoids au général Gornat, numéro trois sur la liste LR, les hiérarches macronistes recherchent eux aussi leur galonné. Mais pas n'importe lequel ! « On veut un général crédible, explique l'un d'eux, quelqu'un qui est allé sur le champ de bataille, pas un général de salon ».

Si cet oiseau rare venait à être déniché, il ferait partie des « nouveaux visages » que Macron entend promouvoir sur la liste. Parmi lesquels un économiste qui l'est également à trouver, un représentant de la région Paca et un autre des Hauts-de-France, histoire de ne pas trop faire parité. Il y aurait aussi, au nom du réajustement, Ambroise Méjean, le délégué général des JAM, les Jeunes aux armées, et Shannon Seban, une responsable de Renaissance en Seine-Saint-Denis.

Il ne restera plus qu'à sacrifier quelques anciens visages...

Le Maire fait profil bas

Après plusieurs jours de polémiques indirectes avec Macron, puis un rappel présidentiel à l'ordre (« Le Canard », 10/4), Bruno Le Maire a décidé de rentrer dans le rang. Jusqu'à la prochaine fois.

« Je suis loyal et solidaire, a-t-il expliqué le 9 avril à une dizaine de députés qu'il régala à Bercy. Je me range bien entendu à la décision du Président (sur l'absence de loi de finances rectificative). Mon engagement au service du pays est intact. » C'est beau !

Le Maire a tout de même cru bon d'ajouter : « Les Français attendent qu'on leur dise la vérité sur la dette (ce qu'il considère avoir fait) et qu'on leur dise la vérité sur l'immigration ».

Compris, Darmanin ?

Hollande panse la gauche

Il n'y a pas que Bruno Le Maire pour sortir un livre tous les six mois ou presque. François Hollande en prépare un

mensuelle de 20 000 euros ! Aussi, certains n'ont pas hésité à parler de « Piepergate ». Tout de suite les grands mots !

Des relations trop passionnelles

Car, si la campagne européenne peine à démarrer en France comme dans la plupart des autres pays, celle-ci bat son plein dans les bureaux de la Commission. En jeu, la succession (ou non) d'Ursula von der Leyen. En se déclarant officiellement candidate bien avant le scrutin européen, ce que n'avaient fait aucun de ses prédécesseurs, von der Leyen a « réussi à politiser la Commission ».

U.V.D.L. : K.O. ?



à liguer tout le monde contre elle », accuse un proche de Breton. Lequel ne s'est pas gêné pour souligner dans un tweet le démarrage poussif de la campagne d'UVLD après son investiture, de justesse, par le PPE, le Parti populaire européen, qui devrait rester le

pour l'automne sur... l'histoire de la gauche au pouvoir, afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète. « Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

Le rallye de Monte-Carlo

LE CHOIX du nouveau Ministre d'Etat de Monaco (équivalent à la fonction de Premier ministre) fait l'objet d'un bras de fer entre Emmanuel Macron et le prince Albert, qui ont tous deux leur mot à dire sur cette nomination.

Albert de Monaco aurait bien voulu la candidature de l'ancien ministre français Didier Guillaumet, qui s'est beaucoup poussé du col, mais Macron n'en veut pas. Il ne souhaite pas priver le corps préfectoral d'un poste très convoité et qui revient traditionnellement à l'un de ses membres.

Surtout, il considère comme calamiteux le bref passage de Guillaume au

semaine dernière devant quelques journalistes. Et, si on ajoute le vote écolo, ça fait 20 % ! Or c'est cela qui doit se jouer après le 9 juin : l'idée pour les électeurs qu'ils vont voter pour qui il se passe quelque chose après, à gauche, en 2027 ».

Suivez son regard...

semaine dernière. Un boulevard pour Marine Le Pen ? C'était oublier Super Bertrand... toujours en course.

Et ce dernier d'expliquer : « Il y a trois blocs aujourd'hui, un bloc trumpiste, un bloc de gauche et un bloc central ; dans ce bloc central, le candidat sera soit un héritier (Darmanin ? Attal ?), soit un variant (Philippe ?), soit un opposant à Macron. » Et qui donc serait ce fameux opposant ? « Ni Wauquiez ni Ciotti, qui courent après le bloc trumpiste », mais bien lui, Xavier Bertrand, en position « centrale ».

Et modeste, avec ça.

La petite musique de Wauquiez

Chaque fois qu'il en a l'occasion, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes se vante d'avoir réduit les subventions allouées aux institutions culturelles. Après une baisse de près de 4 millions d'euros en 2022, la majorité a décidé, en mai 2023, une nouvelle coupe budgétaire, de 1 million environ. Laurent Wauquiez justifie cette diminution des subventions par un réajustement des territoires.

Une noble institution, le Festival de musique de La Chaise-Dieu, dont la prochaine édition est prévue fin août, a cependant échappé au coup de rabot présidentiel. Rien à voir, évidemment, avec le fait que La Chaise-Dieu se situe dans la circonscription de l'ancien ministre de Sarkozy, à 40 kilomètres au nord du Puy-en-Velay. Rien à voir avec la réélection, le 6 avril, de Charlotte Wauquiez au comité d'administration de l'association qui gère le Festival. Dans les semaines qui viennent, l'épouse du président de région devrait se voir propulser présidente de ladite association.

Y a pas à dire, Wauquiez connaît sa partition.

La flotte de l'armée de l'air

Comme il s'en déroule quatre fois par an, l'armée de l'air et de l'espace avait programmé, le 9 avril, une opération « Poker », simulation de raid nucléaire aéroporté. Une répétition grandeur nature à laquelle une vingtaine de députés et de sénateurs devaient assister en prenant place, à 17 heures, à bord d'un avion



pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

En attendant, il fait des plans sur la comète.

« Etre premier à gauche, à 13 ou 14 % aux européennes, c'est la condition de la reconstruction, a-t-il estimé la

pour l'automne sur...

l'histoire de la gauche au pouvoir...

afin de célébrer les 100 ans du « cartel des gauches ».

MACRON VEUT ÉVITER L'ESCALADE



Bertrand ne perd pas le Nord

Depuis son fief des Hauts-de-France, Xavier Bertrand affiche ses ambitions. « On est encore à trois ans de la présidentielle, mais, parti comme c'est, censure ou pas, dissolution ou pas, tout va se déliter jusqu'au bout », expliquait le président de région à quelques journalistes la

tactique Casa 235 à destination de la base d'Avord.

C'était compter sans la météo... A 15 heures, soit deux heures avant le rendez-vous fixé à Villacoublay, les parlementaires ont été prévenus par un bref coup de fil du report de l'opération. Commentaire ironique de l'un de ces élus : « Si un problème de météo empêche nos avions les plus sophistiqués de décoller pour un exercice d'entraînement prévu de longue date, Poutine peut dormir tranquille ! »

A moins qu'il ne s'agisse d'une ruse pour tromper l'ennemi...

"J'ai pas, j'ai foot"

Chez les Républicains, la fibre militante n'est plus ce qu'elle était. Interrogé ce 9 avril pour savoir si le « parti de la nuit de l'éco » organisée le soir même par son parti au Bridge, une discothèque parisienne nichée sous le pont Alexandre-III, le jeune député du Pas-de-Calais Pierre-Henri Dumont a répondu franchement : « Ah non ! Ce soir, je suis chez moi à 21 heures... devant Manchester City-Real Madrid ! »

Les Rep en Ligue des champions, c'est pas pour aujourd'hui...

Bataille de trahisons

La « très gentille », la fibre militante n'est plus ce qu'elle était. Interrogé ce 9 avril pour savoir si le « parti de la nuit de l'éco » organisée le soir même par son parti au Bridge, une discothèque parisienne nichée sous le pont Alexandre-III, le jeune député du Pas-de-Calais Pierre-Henri Dumont a répondu franchement : « Ah non ! Ce soir, je suis chez moi à 21 heures... devant Manchester City-Real Madrid ! »

Les Rep en Ligue des champions, c'est pas pour aujourd'hui...

« C'est assez comique que le RN nous voie comme un parti de trahisons, philosophe le même moustouriste. Quand on voit Chenu ou Mariani, venus de l'UMP, ou Tanguy, de Debout la France... Même Marine Le Pen a trahi son père, quand elle a pu. » Un véritable essaim de félons !

Les provocations de Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon tiendra meeting, le 18 avril à l'université de Lille, en compagnie de Rima Hassan, la juriste franco-palestinienne candidate aux européennes pour LFI.

Ce même jour, le tribunal de Lille doit rendre son délibéré dans l'affaire Jean-Paul Delescaut. Le secrétaire général de la CGT dans le Nord avait été cueilli à son domicile par les poulets au petit matin du 20 octobre dernier et placé en garde à vue.

Il est soupçonné d'« apologie de l'acte terroriste » pour avoir écrit dans un tract pro-palestinien : « Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi (7 octobre), elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées. » Que le syndicaliste soit condamné ou non, ce sera pain béni pour Mélenchon.

Une semaine plus tard, la même Rima Hassan tiendra un rassemblement public en compagnie, cette fois, de Mathilde Panot

Madrigal.

D'après les rares confidences qu'elle a faites à des amis, le livre devrait raconter ses années de ministre (de 2017 à 2022), puis de Première ministre (de mai 2022 à janvier 2024), les difficultés de gouverner avec une majorité parlementaire avec une majorité relations Elysée-Matignon. Comme « Le Canard » l'a déjà nagré, elle n'a toujours pas

dirigé le fait que le chef de

minimaires

● **La ministre déléguée aux Outre-Mer**, Marie Guévenoux, a profité des questions au gouvernement (9/4) pour annoncer devant l'Assemblée le décompte, dans les plus brefs délais, d'une opération « Place nette » à Saint-Laurent-Maroni, en Guyane. Si les pandores découvrent le moindre gramme de drogue sur place, c'est que les dealers du territoire ne regardent pas La Chaîne parlementaire...

● **Amateur de belles lettres**, notre président s'est offert, vendredi, une « visite surprise au Festival du livre de Paris » (« Le Figaro », 13/4). Il est reparti avec des recueils de poèmes mais sans les œuvres complètes de Bruno Le Maire et de Marlene Schiappa.

● **Gérald Darmanin fin limier** dans l'« Huma » (11/4) : « Al Capone, il tombe par son complot ! » Voilà une analyse qui éclaire le succès des opérations « Place nette ».

● **Le même Darmanin** liste les menaces autour de la flamme olympique (« Le Parisien », 9/4) : « Des gens qui déploient des banderoles, qui se collent les mains sur la route (...) ou qui essaient de l'éteindre (...) ». Il y a même des tutos sur Internet qui montrent comment faire. « Il ne veut pas donner un mode d'emploi, tant qu'on y est ? »

● **Propos sibyllins** de Gabriel Attal au sujet de son ministre de l'Economie, Bruno Le Maire (HuffPost, 13/4) : « [Sa] chance (...) c'est qu'il a, à Matignon, un Premier ministre qui a été son ministre délégué au Budget et est donc parfaitement conscient de ces enjeux. » Etre sous les ordres d'un ancien sous-fifre, tu parles d'une veine...

● **D'Attal, toujours** : « Moi, je n'ai jamais parlé de 2027, mais j'ai l'impression que je suis celui qu'on vient le plus chercher sur cette question-là. » La fausse modestie, qualité incontournable pour durer en politique !

● **Du poste de Matignon**, enfin, lors de son déplacement au Canada (« La Presse », 12/4) : « Le Québec est une nation qui a pris en main son destin et suit son étoile. Contrairement à Céline Dion, on n'a pas « compris tous les mots », on n'a pas « bien compris, merci ».

● **Cette manchette** du magazine de chaises « Jeunesse Passion » (avril) : « Escapade au Québec, en quête de la gélinothe des bois ». Et dire que Gabriel Attal nous faisait croire qu'il s'endort pour parler du Ceta...

● **Le ministre de la Fonction publique**, Stanislas Guerin, s'essaie à l'humour pour vendre sa réforme de la Fonction publique. « Est-ce que, le statut, c'est le statu quo ? » s'est-il interrogé, le 11 avril au Sénat. Pas sûr que ça amuse tous les fonctionnaires.

● **Valérie Hayer**, tête de liste Renaissance aux européennes, tente de siphonner les voix du socialiste Raphaël Glucksmann (France 24, 10/4) : « Vous êtes l'arbre qui cache la Nupes. » Et il va y avoir du petit-bois...

● **Embarras du vice-président** du Rassemblement national, Sébastien Chenu, en réunion publique à Villeneuve-d'Ascq (11/4), face au militant qui lui demandait : « Combien coûte à la France un émigré ? » « Je ne sais pas », a-t-il admis devant une assistante déçue. Bien la peine que le FN fasse passer cinquante ans son fonds de commerce de l'immigration...

● **Dans les Pyrénées-Orientales**, frappées par une sécheresse historique depuis des années, les opposants au projet de golf de Villeneuve-de-la-Raho ont organisé, dimanche, un militant « bal des golfes » (« L'Indépendant », 14/4). Ça a swingé !



La vengeance de l'ex-Première ministre

ELISABETH BORNE, qui dispose désormais de quelque loisir, a entrepris d'écrire un livre en toute discrétion. Elle a déjà choisi son éditeur : Flammarion, une maison qui n'appartient pas à la galaxie Hachette, désormais propriété de Vincent Bolloré, mais au groupe Madrigal.

D'après les rares confidences qu'elle a faites à des amis, le livre devrait raconter ses années de ministre (de 2017 à 2022), puis de Première ministre (de mai 2022 à janvier 2024), les difficultés de gouverner avec une majorité parlementaire avec une majorité relations Elysée-Matignon. Comme « Le Canard » l'a déjà nagré, elle n'a toujours pas dirigé le fait que le chef de

l'Etat ait attendu la veille du remaniement pour lui annoncer son licenciement. Une attitude cavalière dont Edouard Philippe avait été victime en son temps.

L'annonce de la parution de ce livre sera les prochains mois devrait inquiéter certains ministres. A commencer par Bruno Le Maire, qui, tout au long de son passage au gouvernement, a eu le don d'exasperer Borne. Elle ne rate d'ailleurs jamais une occasion d'ironiser en privé sur sa suffisance et, en public, de s'étonner de l'aggravation du déficit budgétaire, alors qu'il ne cessait de la rassurer...

Bruno Le Maire aurait dû se méfier. Il n'est pas le seul capable d'écrire.

Face à la menace de dégradation, les politiques sonnent le tocsin, les marchés restent de marbre.

« Le Canard enchaîné » – mercredi 17 avril 2024 – 3

Les hélicoptères du Samu victimes du coût de la panne

Souvent immobilisés, de moins en moins remplacés, les appareils de secours aériens manquent de plus en plus dans les hôpitaux. Au péril des patients au pronostic vital engagé.

DEPUIS le début de l'année, un virus d'un genre nouveau coule les hélicoptères du Samu au sol. Un mois pour celui de Saint-Brieuc, dix jours pour celui de Rennes, une semaine pour celui de Nice... Diagnostic? Pannes de rallonge et absence d'appareils de substitution en nombre suffisant. Combien de décès à cause de ces dysfonctionnements? Ces « machines », comme les appellent les urgentistes, se font porter pâles alors que, plusieurs fois par jour, elles sont censées transporter des patients au pronostic vital engagé. Résultat: une perte de chances pour les polytraumatisés (accidentés de la route, notamment), les noyés, les nourrissons ou les patients en urgence neurovasculaire – tous ceux pour qui la survie est une question de minutes.

Contrats en l'air

Très fâchés contre ces immobilisations à répétition de leurs engins, les patrons du Samu dénoncent le marché « low cost » de la location d'appareils, du « bricolage avec, au final, des patients qui trinquent quand nous ne pouvons pas les évacuer par les airs ».

Les hélicoptères, des Airbus de type 135 ou 145, n'appartiennent pas aux hôpitaux mais à trois entreprises privées qui se partagent le marché de la



location: le britannique Babcock et deux boîtes françaises, SAF et Chamonix Mont-Blanc. Si, il y a encore quelques années, chaque hôpital négociait de son côté, des appels d'offres régionaux sont aujourd'hui lancés par les agences régionales de santé (ARS). Le british a remporté la plus grosse part du gâteau, avec 27 hélicoptères pour 21 bases: trois en Bretagne et dans les Pays de la Loire, et cinq en région Centre-Val de Loire, en Nouvelle-Aquitaine et en

Paca. Depuis 2022, les contrats signés par l'Etat avec Babcock – d'une durée de huit à treize ans – obligent le fournisseur à mettre à disposition un hélicoptère 7 jours sur 24 heures sur 24, contre la modeste somme de 1,8 million d'euros TTC par an au minimum, revalorisée chaque année de 2 %. La santé n'a pas de prix, mais elle coûte cher!

Chantages à la facture

Quand une machine tombe en panne ou part en entretien, elle doit être remplacée dans les douze heures sous peine de pénalités de 300 euros hors taxes à partir de la 13^e heure, sans mise en demeure préalable. Pour l'hélicoptère de Rennes et ses immobilisations répétées au cours de ces dernières semaines, par exemple, l'arbitrage s'élève déjà à plus de 70 000 euros!

Las! Les pénalités ne suffisent pas à convaincre Babcock de fournir les appareils de remplacement prévus en cas de panne. Pire, même si elle a dû verser plusieurs centaines de milliers d'euros de pénalités à l'Etat, l'entreprise bretonne s'est surtout employée à convaincre le ministère

de la Santé de rajouter au pot bien au-delà de la revalorisation normale. En avril 2023, la filiale française de l'entreprise britannique lui a ainsi écrit pour l'avertir qu'elle ne disposait pas d'une « trésorerie suffisante » pour maintenir ses activités. Et de réclamer, pour les poursuivre, la signature d'un avenant concernant l'indemnité carburant pour la Bretagne incluant un surcoût de... 366 000 euros. Un brin comminatoire, le responsable de l'exploitation aérienne ajoutait même: « La situation actuelle, faute d'accord à appliquer les tarifs 2023, induit une charge financière d'environ 700 000 euros par mois sur l'ensemble de nos contrats. Vous comprendrez qu'une (...) telle situation n'est plus soutenable et que nous anticipons des conséquences directes sur notre capacité à délivrer les prestations Hélicopteur. Nous regrettons d'arriver à cet extrême, alors même que nous avons soulevé à plusieurs reprises les risques induits par ces dégradations qui empiètent... » Autrement dit: pas de rallonge, plus d'hélicoptères!

Après des mois de négociations, le ministère de la Santé a accepté de verser 13,5 millions d'euros supplémentaires à Babcock en 2023 afin d'éviter la catastrophe, ainsi qu'une revalorisation prenant en compte l'évolution du coût de la vie et des charges sociales. Pour ses trois hôpitaux de Bretagne, l'ARS a dû sortir 366 000 euros supplémentaires de sa poche, au prétexte de l'augmentation du cours du pétrole en 2022.

Pas de bol pour les malades et les finances publiques, l'inflation alourdit considérablement la facture des transports hélicoptérés. Le kérosène, notamment, coûte 40 % plus cher qu'avant le Covid. Et les matières premières nécessaires à la fabrication des pièces détachées pour les hélicoptères ont flambé elles aussi. Le surcoût ne peut justifier le non-remplacement prévu des appareils en panne, avec les conséquences dramatiques que cela occasionne pour des centaines de victimes. Faudra-t-il poursuivre les loueurs et l'Etat pour non-assistance à personne en danger?

Louise Colvert

LANCLEMENT PROCHAIN DES IA QUI SAVENT RAISONNER



Balance ta gendarmette

VOILÀ une affaire qui risque de freiner les vocations de réserviste au sein de la gendarmerie, au moment où celle-ci bat le tambour pour attirer des volontaires en vue des JO. Une capitaine, réserviste chez les pandores, se trouve dans le viseur de la justice pour agression sexuelle sur deux subordonnés, versés eux aussi dans la réserve – un homme et une femme, pas de jaloux...

Le 28 avril 2021, la capitaine Hélène F. et son détachement, chargés d'empêcher l'embarquement de migrants vers l'Angleterre, regagnent leur hôtel de Boulogne-sur-Mer. À l'issue d'une partie de cartes endiablée, la gendarmette se lève et saisit à pleine main le sexe de l'un de ses hommes.

Mains baladeuses

Elle le malaxe, et recommence les attouchements avec un subordonné de la féminine. Sur qui, devant l'assemblée interloquée, elle regagne sa chambre comme si de rien n'était. Le sous-officier masculin refuse de plaquer l'agression sous le kèpi. De retour de mission, il alerte le commandement de son unité. Sauf que la haute hiérarchie lambine...

Il faudra attendre plus de seize mois avant qu'une enquête administrative soit confiée à la cellule déontologie – et que le général de corps d'armée, patron des gendarmes d'Ile-de-France,

saisisse, le 3 octobre 2022, le parquet de Versailles. « L'institution a tardé à dégaîner, de peur de voir son image entachée et parce qu'elle craignait les moqueries », déplore un officier réserviste. Ce n'est pourtant pas... La Gendarmerie de Saint-Tropez! Heureusement que la gendarmette, qui a créé dès 2014 la plateforme « Stop disci », se targue d'être à la pointe de la lutte contre le harcèlement...

Les deux victimes de la capitaine Hélène F. ont connu un véritable parcours du combattant. Le parquet militaire de Paris, qui a récupéré l'affaire le 16 novembre 2022, a classé le dossier treize mois plus tard, et ce malgré les témoignages accablants de trois autres réservistes. Placée en garde à vue le 14 avril 2023, la capitaine a nié en bloc, qualifiant les témoignages de « calomnies », « sans exclure un complot ». Ne manque plus que... La Gendarmette et les Extraterrestres!

Jointe par « Le Canard », la capitaine de réserve maintient ses dénégations et menace les délateurs de plainte.

Trois ans après la fameuse soirée, les deux réservistes, eux, viennent de relancer l'affaire en déposant une plainte avec constitution de partie civile pour agression sexuelle aggravée. Avec cette nouvelle plainte aux fesses, la capitaine va peut-être crier au harcèlement...

O. B.-K. et C. L.

Les allocs en loques

LE PERSONNEL est lésé. Le 5 décembre, les élus du comité social et économique (CSE) de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Loire-Atlantique avaient voté à l'unanimité la nécessité de faire appel à un cabinet indépendant pour mesurer les « risques psychosociaux » chez leurs 850 collègues. CAFKalen, selon la directrice, Elisabeth Dubocq-Princeteau, qui a saisi la justice pour faire annuler ce scrutin, jugeant la notion de « risques graves » trop « vague et imprécise ». Le 4 avril, la décision du tribunal judiciaire de Nantes, en faveur du CSE, l'a renvoyée dans ses

cordes. La justice estime que le mal-être des agents est réel. En témoignage, selon elle, le débrayage, le 25 janvier, de 45 % des salariés, qu'elle juge « rare ».

Baisses de régime

Il faut dire que les petites mains ne tiennent pas en place: le turnover a doublé en cinq ans. La caisse de Loire-Atlantique ne s'inquiète pas de cette bougeotte, un simple « encouragement à la mobilité interne et à la mobilité externe », selon elle. Par ici la sortie!

Les immobiliers, eux, se traînent jusqu'à l'infirmerie. Les consultations de la Méde-

cine du travail ont bondi de 25 % entre 2022 et 2023, de même que des congés maladie pour épuisement professionnel. L'organisme justifie cette baisse de régime par une panne de chauffage... Le tribunal jette un froid: « Il est difficile de comprendre comment un employeur peut minimiser l'importance du nombre de salariés absents, alors qu'il s'agit d'un signe d'alarme du fait de l'impact de la dégradation des conditions de travail sur la santé des salariés ».

Coup de CAFard

« Je n'avais jamais vu de collègues en pleurs auparavant », raconte Adrien Humeau, du CPTC. Dans un courrier daté du 29 décembre dernier, l'Inspection du travail pense avoir mis le doigt sur un cas de harcèlement moral. Lors de sa visite, elle a déploré qu'un membre de la direction attire l'attention d'une assistante en claquant des doigts! Prenant le taureau par les cornes, la CAF s'est résolue, le 12 février, à appliquer des mesures correctives... qui correspondent précisément à ce qu'elle avait déjà promis trois ans plus tôt. « Rien ne vient expliquer la lenteur de la mise en place des réponses », renchérit le tribunal, qui déplore ce « déni ».

« Les difficultés des CAF sont nationales, mais la situation de la Loire-Atlantique est pire », dit le juge Adrien Humeau. Selon le dernier baromètre social institutionnel, le taux de satisfaction global des agents y est de 41 % seulement, contre 66 % au niveau national. C'est un peu fort de CAF...

Garance Tournillon

Fanny Ruz-Quindos



Des infirmières malades des contraventions

PÀ RÉPÉTITION, policiers insensibles, recours à n'en plus finir... Au quotidien, les infirmières libérales vivent un vrai casse-tête. Multiplier les visites en voiture sans être verbalisées relève du tour de force! Le 13 mars, Sylvie, qui doit soigner un patient en chimiothérapie, tourne pendant vingt minutes dans le quartier Saint-Nicolas, au Havre, sans trouver une place. Elle finit par se garer entre un passage piéton et une place handicapée, « sans enlever la circulation », assure-t-elle. Bilan: une amende de 135 euros pour « stationnement très gênant ».

Placé en évidence sur son pare-brise, son caducée infirmier ne lui a valu aucune indulgence. La circulaire Joxe de 1986 prévoit pour

tant « certaines tolérances » pour le stationnement des auxiliaires médicaux. Problème: elle n'est appliquée sur le territoire que de manière très irrégulière, se plaignent les syndicats infirmiers.

Amendes amères

À Valenciennes, les « sulfateuses à PV » – ces voitures qui scannent automatiquement les plaques des véhicules – clandestins – font beaucoup de victimes parmi les soignants. Thomas, infirmier libéral, en a fait les frais en janvier. Des horodateurs venaient d'être installés dans une zone où il s'occupe d'une patiente âgée de 90 ans en situation de grande dépendance. « J'ai pris neuf PV en neuf jours »,

pour défaut de paiement de stationnement. « La douleuse lui a coûté 180 euros. Résultat: « Je ne prends plus de nouveaux patients en zone payante ».

Si plusieurs communes cherchent à faciliter le stationnement des infirmières, les mesures ne satisfont pas les principaux intéressés. Au Havre, depuis 2020, ils bénéficient de la gratuité dans toute la ville. « Cela ne résout pas le problème quand on doit se garer sur un trottoir ou une place de livraison », soupire Sylvie.

En deux ans, Maryline, qui exerce à Clamart (Hauts-de-Seine), a cumulé 6 535 euros de contraventions, dont plusieurs majorées – faute d'avoir eu le temps de les contester. « C'est un cas particulier », une multirécidiviste

qui « se gare sur des passages piétons », se défend la mairie. On ne peut pas faire d'exception au Code de la route ». Même pas au nom du Code de la santé!

À Marseille, les soignants doivent acquitter un abonnement annuel de 270 euros pour être autorisés à occuper des places payantes, mais la « municipalité supprime des places dans l'hypercentre et n'en réserve aucune pour les professionnels médicaux », s'agace Jean-Sébastien Nizou, infirmier libéral.

En février 2022, une proposition de loi visant à créer une carte de stationnement gratuite pour les infirmières libérales a été déposée à l'Assemblée nationale. Depuis, pas de nouvelles. Elle est sur une voie de garage?

Ecoles de ski : AOC attend le dégel

La ministre planque un rapport de son administration qui met en cause la formation des moniteurs.

UNE NOUVELLE faute de carre? La saison de ski se termine, et Amélie Oudé-Castéra n'a jugé utile de brandir le bâton pour corriger les sorties de piste de sa filière montagne. Voilà plus d'un an que la ministre des Sports garde au congéle le rapport de la mission de contrôle menée par l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche sur l'Ecole nationale des sports de montagne (ENSM). Très attendue dans le milieu, l'enquête recense deux éditions accablantes datant de... 2016. Le 4 avril, « AOC » a fini par être mise en demeure par le Syndicat interprofessionnel de la montagne (SIM, minoritaire) de respecter l'obligation légale de rendre public ce document truffé de témoignages.

Parmi les urgences oubliées dans le placard: mettre de l'ordre dans la

formation des moniteurs, diplômés exclusivement par l'ENSM, et dans la gestion de leur parcours professionnel. En cause? Les figures très libres de l'Ecole du ski français (ESF), qui trône 90 % du marché de l'enseignement du ski, soit quelque 350 millions d'euros par an. Un quasi-monopole commercial qui abrite un concours d'acrobaties. Organisée en « syndicats locaux », la marque nationale ESF fédère 200 antennes au sein de neuf massifs hexagonaux et bénéficie d'un statut fiscal rustique exonéré de TVA. Ce qui ne l'empêche pas de gérer ses 17 000 moniteurs professionnels à la dure. L'entreprise prélève environ 10 % du montant facturé pour les cours par ces « travailleurs indépendants », officiels, qu'elle rétribue en « commissions sur honoraires » mais

considère comme des salariés captifs: ces professionnels libres n'ont pas le droit de travailler ailleurs, sous peine de prendre la porte. Un comble, pour un alpinisme!

Les moniteurs stagiaires, eux, ont droit à un traitement de faveur. Pour « favoriser l'intégration des plus jeunes », sans doute, on leur prélève carrément 50 % du montant facturé. « Et, le problème, quand on est stagiaire, c'est qu'on ne reste très longtemps, soupire l'un d'eux. Au minimum cinq ans, jusqu'à diplôme, mais il n'est pas rare que ça se prolonge jusqu'à treize ans. La limite officielle est très élastique. » Plus forte que les médecins spécialistes du mal des montagnes!

Et que fait l'ENSM pour dénoncer l'exploitation en loué de ses élèves? « Rien qui déstabiliserait un milieu fra-

gile », selon l'un de ses dirigeants, un peu gêné. L'honorable Syndicat national des moniteurs du ski français – créé en 1945 – ne se remue pas davantage. « Et en toute logique, c'est lui qui est aux manettes des ESF depuis l'après-guerre. A la fois employeur, et en contrôle du conseil d'administration – et employé, donc. Encore mieux que le « en même temps », ironise Yannick Vallencant, guide, moniteur et président du SIM-CPDT, le Syndicat interprofessionnel de la montagne. Ça facilite le dialogue social et le traitement des revendications... » Alors que le réchauffement menace tout l'univers de la neige, le moment est mal choisi pour échauffer les élus de montagne, les meilleurs soutiens de l'ESF. AOC n'a pas envie de se prendre une dégelée?

Olivier Picard

L'IRAN SE MODERNISE





ZigZag

UNTCHÉTCHÈNE MY HEART

Soucieux de ne plus voir sa jeunesse se trémousser sur de la musique techno, jugée dégradante, le régime tchéchène de Kadyrov va interdire, à partir du 1^{er} juillet, toutes les œuvres musicales dont le tempo ne se situe pas entre 80 et 116 battements par minute (bpm), selon CNN (8/4), citant l'agence Tass. Sa principale cible: la communauté homosexuelle, assimilée à la musique électronique et à ses tempos supérieurs à 120 bpm. Kadyrov semble toutefois avoir omis un détail: en toute logique, l'hymne de la fédération de Russie serait prosaïquement sa partition originale indiquant un tempo de 76 à la note!

La nouvelle devise du dictateur: «Ni dieu ni métro-nome»?

LES FRANÇAIS ONT LE MORAL EN BERNE...

APRÈS LA POUDRE À CANON, RELÂNER LA PRODUCTION DE GAZ HILARANT?



Dezembre

LIVRE DE JOB

Voilà une annonce de recrutement qui fait jaser. L'Alliance pour les technologies des langues, qui sera installée par la Commission européenne au sein de la Cité internationale de la langue française, récemment inaugurée par Macron à Villers-Cotterêts, cherche son directeur («Le Figaro», 11/4): «Si la "langue quotidienne" mentionnée est le français, la "langue de travail" sera... l'anglais.» De quoi faire hurler les défenseurs de la francophonie, alors que le Royaume-Uni ne fait plus partie de l'UE...

Bienvenue à l'International City of ze French langue!

ENCORE UNE PART DE GUICHE?

Le quotidien «Libération» (13/4) vient au secours de ceux qui seraient incultes en matière de piercing, en donnant la parole à un adepte de la guiche. La guiche? «C'est un piercing du périnée, entre les bourses et l'anus, qui se trouve sublimine car il est intime», dit-il. Ce qui n'est pas sans présenter quelques inconvénients: «Je suis obligé de retirer ma guiche régulièrement lorsque je prends mon vélo.»

Rouler en danseuse, c'est trop fatigant?

L'enfouissement était peu raffiné

La société Valgo, censée dépolluer une friche près de Rouen, s'est fait pincer pour y avoir joyeusement enterré des déchets.

UN PARC forestier où s'effraieraient les oiseaux, des parcelles accueillantes où pourraient s'installer des entreprises de logistique, une entre elles, des «surfaces végétales» reliées entre elles au bord de la Seine... La dépollution menée à grand renfort de pelleteuses et d'argent frais par la société Valgo, sur la friche de la société Petrosul Raffinage de Petit-Couronne, en banlieue de Rouen (Seine-Maritime), promettait de transformer un épouvantable site pétrochimique de 85 ha en petit paradis naturel. Un chantier titanesque, puisqu'on raffine du pétrole ici depuis près d'un siècle.

se sont livrés à un long bras de fer, les premiers oubliant souvent de répondre aux mails d'alerte des seconds.

Au point que les ouvriers de Valgo ont été obligés, en février dernier, de creuser à l'aide d'une pelle métallique sous les yeux des inspecteurs. La laine minérale est vite apparue, mais aussi de gros sacs de chantier remplis de gravats. Des hydrocarbures, du grillage, de la ferraille ou des tronçons de câble ont également été mis au jour... La sentence de la préfecture est plombeante: il s'agit «d'un enfouissement et d'une dissimulation méthodiques» réalisés «en toute conscience de cause pour une société soumise au fait de la réglementation (...) et en dépit des interdictions qui lui avaient été rappelées».

Les rois du pétrole

La direction bétone sa défense: «Valgo n'avait évidemment jamais donné quelque instruction que ce soit pour enfouir des déchets de manière contraire à la réglementation en vigueur.» Et, couragement, elle met en cause les lampistes: il s'agit de «responsabilités individuelles (...)», que l'entreprise condamne avec la plus grande fermeté.

Une grande fermeté à laquelle l'entreprise a échappé. Outre le règlement des deux amendes – au montant ridiculement modeste pour un industriel – Valgo devra déterrer les déchets et remettre le site en état.

Toujours mieux que de finir au trou!

Paul Leclerc

Les pétanqueurs de Montmartre ont les boules

ANNE HIDALGO a finalement réussi à leur confisquer le cochonnet! À l'issue d'une interminable partie juridique, finalement perdue devant le Conseil d'Etat, les 300 joueurs montmartrois du Club Lepic Abbesses Pétanque (Clap) sont désormais sous le coup d'une expulsion: si, le 20 avril, ils n'ont pas quitté leur repaire – neuf terrains nichés dans un clos sous quelques vieux arbres, vestiges de l'antique «maquis» au cœur de la Butte –, ce sera 500 euros d'amende par jour.

Aux armes! «On ne va pas se laisser faire», annonce déjà «Max», leur porte-parole, prêt à rejouer le soulèvement de la Commune contre les versaillais dans le cabanon rustique où la bière fraîche est

vendue 1 euro et les jeux de cartes mis à disposition dans le tiroir de la table de cuisine (à condition de les rapporter avec les élastiques). Ici, ce sera la première ZAD de Paris!

L'ennemie est prévenue! Car la mairie de la capitale se réjouit bruyamment du coup de balai administratif qui voudrait faire disparaître cette dernière oasis associative réellement authentique et populaire, miraculeusement préservée dans un haut lieu du tourisme.

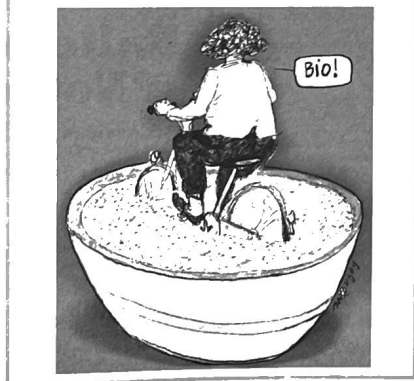
Officiellement, il s'agit – on connaît la musique – de «rendre aux Parisiens» l'endroit, «occupé» depuis cinquante-trois ans par les boulistes. Le peuple d'abord? Sauf que l'opération «pay-sagère», avec création d'un

jardin tout neuf, tout net, tout propre, a été confiée, par convention avec la Ville, au patron de l'hôtel-restauration-bar voisin (900 euros la nuit, en moyenne, et 12 euros le pastis).

Ce généreux philanthrope n'oubliera pas de se récompenser en nature en annexant cette belle extension pour ses clients chaque soir à partir de 19 heures. Un greenwashing urbain qui rend Jado – l'une des nombreuses personnalités de l'opposition écuménique au projet – vert de rage.

Olivier Picard

EUROPÉENNES: TÊTE DE LISTE ÉCOLO PÉDALANT DANS LA SEMOULE



CONFILIT DE CANARD

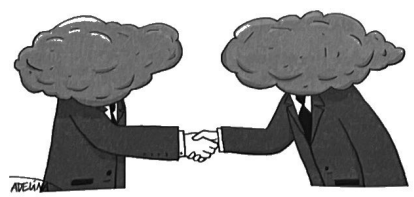
Fume, c'est de l'arôme!

UNE RECETTE fumante. Faire brûler du bois – de noyer, de hêtre ou de chêne –, condenser et filtrer la fumée obtenue, puis extraire les arômes du condensat. On obtient ainsi un liquide aromatisé avec lequel l'industrie agroalimentaire assaisonne par pas cher une flopée de produits, des biscuits apéritifs au fromage en passant par les saucisses, les confiseries, la sauce barbecue, les chips ou les soupes de poisson. Une opération beaucoup plus rapide que le fumage traditionnel. Compter une semaine pour un saumon au feu de bois, deux heures si on le badigeonne d'arôme de fumée liquide.

Pour le plus grand bonheur des fabricants de bouffe industrielle, la Commission européenne avait autorisé, en 2009, 11 arômes de fumée. Mais, aujourd'hui, elle réclame leur interdiction. Molière n'est pas un aliment. Mais, aujourd'hui, elle réclame leur interdiction. Molière n'est pas un aliment. Mais, aujourd'hui, elle réclame leur interdiction. Molière n'est pas un aliment.

découvre que, dès 2009, l'Efsa, qui employait dans son labo un étudiant dont la thèse était financée par un fabricant. Il n'y a pas de fumée sans feu...

Questionnée par «Le Canard» sur son étonnante bienveillance à l'égard des producteurs d'arômes, la Commission européenne boite en touche mais jure qu'elle va faire le ménage fissa, en proposant le 24 avril aux États membres de voter pour «retirer ces produits du marché». Si c'est le cas, les industriels réclameront, bien sûr, un gros dégel, le temps de trouver de nouvelles recettes et d'écouler leurs stocks aromatisés. En attendant, on croise les doigts pour les Vingt-Sept ne prennent pas une décision fumée.



EXAMEN DE CONSCIENCE À L'HÔPITAL



Dati laisse tomber les briques

IL N'AURA fallu que deux mois et demi à Rachida Dati pour changer d'avis. Le 31 janvier, la nouvelle ministre de la Culture trompait qu'elle avait trouvé «la solution miracle pour sauver, à Paris, le pavillon des Sources de l'Institut Curie, menacé de démolition. Il allait juste être «déplacé de quelques mètres» et remonté «pierre par pierre». Une fois réaménagé à la sauce Dati, ce bâtiment peu remarquable mais historique – où a travaillé Marie Curie – était censé ne plus gêner la future extension de cette institution spécialisée dans la lutte contre le cancer.

Mais, le 15 avril, la ministre a enclenché subit la marche arrière. Ce jour-là, un communiqué annonçait qu'il n'était plus question de bouger le pavillon qui «restera à son emplacement initial». Entre-temps, les services de la Rue de Valois avaient dû se rendre à l'évidence: le démontage promis par Dati n'était qu'une farce irréalisable.

Comme l'avait alors souligné «Le Canard», l'édifice est, en effet, constitué de briques jaunes ultra-friables impossibles à décoller sous peine de se retrouver avec un tas de gravats. Stéphane Bern, alias «Monsieur Patrimoine», avait

alors qualifié de «fake» et d'«enfumage» les propos de la ministre...

Avec un certain talent, celle-ci a trouvé le moyen de se fourrer dans un autre guépier. En visite au château de Dampierre (Yvelines), restauré par l'homme d'affaires Franky Mulliez, Dati s'est attaquée à l'archéologie préventive. «Il ne faut pas faire des fouilles pour se faire plaisir... ou alors on ne fait pas payer, a-t-elle lancé. Je préfère mettre de l'argent dans la restauration du patrimoine plutôt que de creuser un trou pour creuser un trou.» («Le Parisien», 4/4).

Cette sortie a mis en pétard les archéologues. Mais elle ne doit rien au hasard. Elle fait suite au lobbying des bétonneurs et de certains élus, qui ralentissent les opérations de fouilles préventives qu'ils sont obligés de financer. Celles-ci ne concernent pourtant qu'un quart des zones mises en chantier et se limitent souvent à de petites surfaces. L'intervention des archéologues est également accusée de retarder les chantiers, voire de bouleverser les projets des aménageurs, en cas de découvertes majeures. Alors qu'il suffit d'un bon coup de bulldozer pour tout faire disparaître...

Hervé Liffman

On a bio dire, on a bio faire...

LE BIO, nouvel or vert? Pas vraiment. La preuve avec l'exploitation (de taille moyenne – 120 ha) de François et Paul, dans la région Centre. Le couple y cultive du blé, des lentilles, du lin, de la luzerne, des fèves (pour nourrir les bêtes) et se demande s'il va continuer. François et Paul sont passés au bio en 2004 pour «raison de santé», et sans regrets.

C'est davantage de travail, mais les résultats sont là: ils gardent les sols couverts de végétaux en permanence, tandis que les champs labourés des voisins se creusent sous la pluie, 40 cm au-dessous des leurs. Le cochon de la maison, qui, nourri en «chimie», pesait 120 kg, en atteint 250 avec la même quantité d'aliments bio. Mais voilà: il est gagné en 2023 deux fois moins que l'année précédente.

Pourtant, Bruxelles, avec sa politique agricole commune (PAC), verse bien une prime à l'hectare (au tarif valable cinq ans). Passe encore que la note explicative pour la réclamation

fasse 100 pages. Mais l'annonce de 110 euros par hectare bio est un rien trompeuse. Primo, toutes les surfaces ne comptent pas, et on raisonne non en surface mais en «droits à paiement de base» (DBP). De plus, au moment de payer, l'Etat n'a retenu que 85 euros par DBP, et la confiance en a pris un coup.

Passe ta PAC d'abord

Car, en plus, les cultivateurs, bio ou pas, passent des heures, voire des dizaines d'heures, à trouver la meilleure stratégie pour optimiser les cultures avant de remplir la déclaration en ligne pour la PAC. Pas question de tricher ou de se tromper: un satellite photographique la ferme toutes les semaines. Dès que le robot croit déceler un erreur, vos DBP peuvent sauter. De quoi s'énervent quelque peu. Pour tout arranger, la retraite de François foute le camp: elle a cotisé vingt ans comme «conjoint collaborateur», mais ce régime est

désormais obsolète. A 50 ans, il lui faut trouver du travail et «opter pour un statut plus protecteur», comme l'a expliqué au «Canard» le ministère de l'Agriculture. Y a qu'à traverser la rue!

La-dessus, le prix du blé bio a baissé de moitié depuis un an. Ceux des lentilles et autres protéines, un peu moins.

Lâcher l'affaire? Les repreneurs ne manquent pas. Quand Paul en a hérité, en 1985, sa propriété était la plus grosse du coin. Aujourd'hui, elle est entourée d'exploitations de 400 et 500 ha, mais moins d'investisseurs qui lorgnent les terres de Paul. Ils récoltent du colza pour les huiles de moteur et du blé pour l'éthanol en chimie, avec de hauts rendements. Mais impossible de vendre à de jeunes agriculteurs. Le couple a investi 1 million d'euros dans le matériel, et le prix de l'hectare reste haut. Place, donc, aux gros propriétaires. Avec cette question: si la terre ne nourrit plus ceux qui la cultivent, peut-elle nourrir les autres?

Jérôme Canard

TIKTROC

Lancée en catimini fin mars, la version «Lite» (allégée) de TikTok suscite des inquiétudes («Le Figaro», 13/4): elle «a pour spécificité de rémunérer ses utilisateurs en pièces virtuelles. Plus on regarde de vidéos, plus on reçoit de pièces, qui peuvent ensuite être échangées contre des cartes-cadeaux Amazon de 500 euros maximum».

Va-t-elle promettre de nouveaux accroc(s)!

DRÔLES DE ZIGS

EGISTO OTI, ancien agent des services de renseignement autrichiens, a été arrêté le 29 mars: il est suspecté d'avoir transmis pendant de longues années nombre de données sensibles à la Russie, y compris des téléphones et un ordinateur («Le Monde», 12/4). Bien que suspendu de ses fonctions en 2017, «il avait ensuite été stommotement blanchi par la justice (...) puis réintégré dans un autre service du ministère de l'Intérieur».

Ce qu'on appelle à Vienne la politique de l'Autruche.

HARCÈLEMENT À L'HÔPITAL



JEAN-MARIE POIRÉ, réalisateur de nombreuses comédies à succès, revient, dans «Le Parisien» (13/4), sur l'un de ses plus gros flops. «Mes meilleurs copains», coécrit avec Christian Clavier. Ce qui nous a séparés de Larvin, Darroussin et Bacri, c'est le pétard. Quand tu entrais dans la loge de Larvin, l'étai déjà défoncé. Ils étaient tous en train de fumer...»

C'est pourtant le boulot d'un réalisateur, de faire tourner!

MICHEL SARRAN, chef étoilé et ex-membre du jury de «Top Chef», avoue au «Parisien Dimanche» (14/4) l'un de ses «petits plaisirs honteux»: «Quand je suis en souffrance, je fais une razzia sur un sachet de fraises Tagada...»

Et cet amoureux des saveurs du Sud-Ouest n'a jamais songé à créer une soupe de foie gras au jus d'huitre parsemée d'éclats de Tagada?

LE PRINCE ALBERT II de Monaco remet les pendules à l'heure dans «Le Point» (11/4), après les accusations de gestion défectueuse de ses biens privés: «Notre Etat n'est aucunement endetté. Il existe bien un modèle monégasque qui performe dans un monde plein de défis.»

Avec moins de 40 000 résidents et un PIB par habitant proche de 240 000 dollars (225 000 euros), sacré modèle, en effet... Quel prince-sans-rire, cet Albert!

Place à la plus belle des poubelles!

«J'EN VEUX PAS, de leur argent, qu'ils aillent se faire foutre!» Voilà une grand-mère pas contente (Reporterre, 19/3). Pourtant, elle devrait l'être. Elle habite pas loin du laboratoire nucléaire souterrain de Cigéo, dans la Meuse, là où, depuis vingt ans, les ingénieurs s'activent pour montrer à la planète ébahie que, oui, enfouir à 500 mètres de profondeur les milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs qu'a produits à jet continu notre parc nucléaire depuis un demi-siècle, c'est génial, c'est faisable, et que d'ailleurs ça va se faire.



L'Andra, l'agence nationale qui s'occupe de ces déchets, leur avait déjà acheté ou «échangé» pas mal de terrains. Il lui manque 106 ha en surface. Et 185 ha dans les tréfonds.

Cette histoire de tréfonds est désolante. On ne vous achète pas votre terrain en surface. Mais ce qui se trouve 500 mètres au-dessous. Là où l'on creusera des tunnels et où l'on fourrera pour les cent mille ans à venir des colis très hautement radioactifs mais tellement sécurisés que vous ne sentirez rien, promis-juré.

A la grand-mère, l'Andra a proposé 1 325 euros pour les tréfonds de sa pâture à vaches, qui occupe 1,3 ha. Ce n'est pas la modicité de la somme qui l'a énervée. Après tout, elle ne va pas tous les jours voir ce qu'il se passe à 500 mètres sous son terrain. Et elle n'envisage pas de le revendre demain matin (ça n'aurait rien d'évident de trouver un amateur pas rebuté par des tréfonds irradiés à mort!). Mais elle n'a pas spécialement envie d'aider la France à rester cette grande puissance nucléaire qui fait

l'admiration du monde entier. Ce manque de patriotisme fait peine à lire. Et il semble que, dans le coin, elle ne soit pas la seule.

Car il y a aussi ceux dont l'Andra convoite les terrains en surface. Ils sont plus de 300 propriétaires et exploitants à être concernés. Ils ont reçu un dossier de l'Andra qui leur demande de leur donner toutes les infos sur leur parcelle, qu'elle soit louée ou cultivée. Une fois que tout aura été mis au clair, le préfet décernera un «arrêté de cessibilité». On leur proposera une indemnité. Les récalcitrants seront expulsés. Pour les opposants locaux, la bataille ne fait que commencer. Recours juridiques, mobilisations, réunions... ils sont prêts à résister fermement au bulldozer nucléaire. Tout cela devrait bien prendre quelques mois. Ou quelques années. Ou cent mille ans.

Jean-Luc Porquet

● Du 17 au 23 avril se déroulent à Brest des rencontres printanières antinucléaires et antiautoritaires (ateliers, concerts, tables de presse, etc.).

Le Cinéma

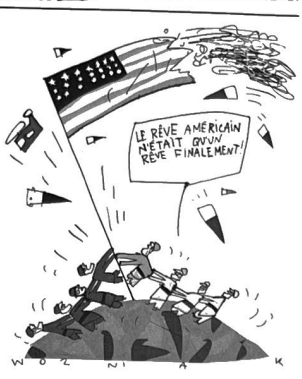
Civil War

(Sécession de rattrapage)

WASHINGTON, le Président, hagar, répète un discours du dernier quart d'heure. A New York, où une manifestation tourne à la violence et un rédacteur aguerri décide de partir pour la capitale fédérale pour tenter de faire la toute dernière interview du Président avant que la ville ne tombe aux mains des rebelles. Un grand ancien et une petite jeune embarquent avec eux.

Fils de journaliste, le réalisateur britannique Alex Garland plonge son spectateur dans un monde parallèle, où la Californie et la Texas se sont retournées contre le pouvoir fédéral, et la guerre met à feu et à sang les États-Unis. Nos quatre héros se fraient une route, d'une station-service devenue station de torture à une foire abandonnée muée en stand de tir aux pigeons humains... Le propre de la guerre s'agit de la violence et un rédacteur aguerri décide de partir pour la capitale fédérale pour tenter de faire la toute dernière interview du Président avant que la ville ne tombe aux mains des rebelles. Un grand ancien et une petite jeune embarquent avec eux.

Lors d'une scène glaçante, un milicien roux raciste aux lunettes de soleil rouges lance au bord d'une fosse commune : « Quel genre d'Américains êtes-vous ? » Un mot de travers, et c'est une balle dans la nuque. Les scènes finales d'assaut autour puis dans les couloirs de la Maison-Blanche sont saisissantes. Le



réalisme pris comme conseiller militaire l'ex-Navy Seal Ray Mendoza, qui a embauché d'anciens collègues de son unité d'élite comme cascadeurs.

C'est dire que ce film de guerre (civile) est terriblement réaliste. Il vise à créer un électrochoc pour réveiller les Américains - et le monde - avant qu'il ne soit trop tard. Cauchemar éveillé ou sursaut de lucidité politique ?

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Amal - Un esprit libre

Enseigner les poèmes d'Abū Nuwās, célébrant la jouissance et la liberté amoureuse, c'est sur ce chemin que s'engage Amal, professeure de français dans un lycée de Bruxelles. Confrontée à l'islamisme radical qui s'infiltre dans son établissement via un enseignant aussi intelligent que sournois, la jeune femme refuse de se soumettre. L'héroïne de certains profs face à l'obscurantisme a beau être un thème à la mode, le film du Belgo-Marocain Jawad Rhalib est dense, fort, inoubliable, porté par l'interprétation de Lubna Azabal et de Fabrizio Rongione, au sommet. - A.-S. M.

Borgo

Arrivant du continent, Mélissa prend ses fonctions de matonne dans cette fameuse prison corse. Acceptant malgré elle la protection d'un détenu, elle met le doigt dans un engrenage qui l'amène à aider des barreaux à exécuter un rival. Avec ce film de prison, doublé d'une

enquête policière en montage parallèle, qui tire d'un récit divers, Stéphane Demoustier donne sa meilleure réalisation, puissante et prenante. Découvrant bien le microcosme corse, il s'intéresse au glissement progressif d'une héroïne ordinaire, fort bien incarnée par l'excellente Hafsa Herzi. - D. F.

Hopeless

La vie de Yoon-gyu est rude. Son beau-père le frappe, sa mère l'ignore. Viré de son lycée, il intègre la mafia locale. Mais, dans cet enfer, il rencontre Chi-geon, sublime caïd qui l'initie au pire et à la survie. Dans cette amitié, pourtant, pas de beauté ni d'espoir, toujours de la noirceur. Malgré quelques longueurs, le premier film de Kim Chang-hoon, en compétition dans la section Un certain regard à Cannes en 2023, dessine un portrait à vif d'une certaine jeunesse coréenne. - M. B.

Marin des montagnes

Auteur du « Jeu de la reine » et de « Motel Destiny », en compétition à Cannes l'an dernier et cette année, le cinéaste brésilien Karim

Ainouz donne ici un documentaire très personnel, beau et émouvant. Il visite pour la première fois l'Algérie, sur les traces de son père d'Alger à son village de Kabylie. Tout en s'adressant en voix off à sa défunte mère, une Brésilienne qui a accouché seule sans jamais revoir cet homme rencontré et aimé aux États-Unis. Les images sont somptueuses et déploient un portrait mélancolique de l'Algérie, à travers visages et ruelles. Une superbe méditation sur la quête des origines. - D. F.

LaRoy

Dans une petite ville du Texas, prenez le tueur à gages aux allures de justicier, un mari trompé dépressif et un cow-boy détective moqué par les flics... Cette comédie des quiproquos et des apparences trompeuses fonctionne sur le principe du dévergondage burlesque, qui déjoue tout scénario prévisible. Shane Atkinson donne un premier film délectable, empreint d'humour noir, qui a rafé trois fois à Deauville, sans être aussi débridé que « Drive-Away Dolls ». D'Éthan Coen. - D. F.

L'Homme aux mille visages

Qui est-il, cet être étrange ? Il s'appelle Alexandre, Ricardo ou Daniel, il est tantôt pilote de moto, chirurgien, ingénieur chez Peugeot, tout dépend de la femme au bras de laquelle il s'affiche. Car des femmes, il en a sur tous les continents, et chacune connaît un homme différent. La documentariste Sonia Kronlund a choisi de traquer ce séducteur aux mille facettes, de le guetter comme une proie, de découvrir ce qui le pousse à tromper toutes celles qui l'aiment. La séquence où elle le piège et met au jour son fonctionnement est magistrale. - A.-S. M.

La Machine à écrire et autres sources de tracas

C'est le dernier volet du triptyque de Nicolas Philbert consacré aux méthodes numérisées des psychiatres du pôle Paris Centre. Philibert suit une équipe de soignants qui se rendent au domicile de patients incapables de réparer des objets tombés en panne. Moins politique que « Sur l'Adamant », (Ours d'or à Berlin en 2023), qui abordait avec force la question du pouvoir des soignants, ce dernier film est aussi plus tendre et clôt fort bien ce travail passionnant et passionnant. - A.-S. M.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Knit's Island - L'île sans fin

Quel étrange et mélancolique objet que ce film expérimental, tourné par trois anciens étudiants aux Beaux-Arts, en immersion dans un jeu vidéo de survie en ligne, « DayZ ». Via leurs avatars, ils croisent, sur une île aux vastes paysages, un commando cruel, un « révérend » genre cow-boy ou un couple plus sociable. Autant de joueurs qui passent leurs nuits dans ce monde alternatif aux landes désolées, où ils forment une communauté d'âmes esseulées. Coréalisé par Ekim Barbier, Guilhem Causse et Quentin L'Helgouach, ce docu qui fait basculer dans le virtuel laisse songeur. - D. F.

Lettres ou pas Lettres

Ami, entends-tu ?

Dans « Le Nom sur le mur », Hervé Le Tellier traque les anomalies d'une sombre période.



UNE RÉSIDENCE secondaire comme ancrage, un écrivain Prix Goncourt 2020 pour son roman « L'Anomalie », une bâtisse dans la Drôme provençale qui lui fait de l'œil dès la première visite et qu'il choisit comme « maison natale » : à ce beau programme, il ne manquait que le génie du lieu. Son nom était là, sur un mur décrépit, en toutes lettres : « André Chaix ».

Quelques plongées plus tard dans les archives locales et les albums de famille, Le Tellier donne un visage à l'inconnu : un jeune résistant engagé dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI), beau gosse, apprenti ouvrier aux céramiques de Dieulefit, tué sur la route de Montélimar lors d'un accrochage avec une colonne de la Wehrmacht. Il avait 20 ans.

Aurons-nous eu le même courage que ce jeune homme ? Cette question qui fâche et qui trouble, Le Tellier la pose à son lecteur mais d'abord à lui-même. De son propre héroïsme, de sa capacité de résistance, il ne se sent pas sûr du tout, présentant en lui une « velléité potentielle ». Contemplant une photo de

soldats allemands hilares, levant haut leurs verres, chargés d'assassiner par balles des milliers de Juifs polonais, le romancier remarque : « Ces hommes n'étaient pas des psychopathes, des monstres mais des hommes ordinaires capables de fêter Noël en trinquant après une journée de meurtres ». De même, à propos des artistes qui ont peinairement continué leur carrière pendant l'Occupation, il s'interroge : « Aurais-je vécu à cette époque et écrit des romans que, sans doute, j'aurais tenté de les publier ». À moins qu'il n'ait été l'un de

ces « zozous » aux « cheveux longs gonifiés », un membre de « la jeunesse dandy et parisienne qui rejetait le conformisme vichyste sans pour autant désirer s'engager ». Que ceux qui s'indignent levent le doigt !

Les salauds ont parfois des gestes de héros et réciproquement. À Dieulefit, le maire, ancien colonel nommé par Vichy, affichait sans défaillance la propagande antisémite du régime. Pourtant, il n'a jamais livré personne ni à la Milice ni aux Allemands, alors que dans sa commune se cachaient « des juifs autrichiens, des

communistes allemands, des républicains espagnols » dont il n'ignorait pas la présence. À croire que la population avait forgé un dôme invisible pour protéger ces fugitifs, au grand plaisir des maquisards. André Chaix n'hésitait pas à quitter son maquis pour passer quelques jours de permission chez ses parents, certain qu'il ne serait pas dénoncé.

La mort l'attendait quand même sur la route de Montélimar, quand son groupe s'est heurté à la redoutable 11^e Panzerdivision. Fusils contre automitrailleuse : peu de chances de s'en tirer ! Le jeune homme ne surviva pas à ses blessures. « Aujourd'hui, sur Facebook, on peut acheter des mugs et des T-shirts siglés "panzer", constate Le Tellier, qui, en ce 80^e anniversaire de la Libération, a su puiser dans ce morceau d'Histoire un bel exemple de courage et de générosité.

Grâce soit donc rendue à ce jeune prolo drômois, qui sert aujourd'hui de « fil à plomb », pour que la vieille maison tienne bon dans la tempête.

Frédéric Pages

● Gallimard, 176 p., 19,90 €. En librairies le 18/4.

Rien ne va plus

La Maison de jeu de Charles Roux

D'EMBLÉE, l'auteur attrape son héros par le colbac : un « vous » goguenard, parfois bilieux, fréquemment accusateur. « Vous êtes un sacré clown, Antoine ». De quoi Antoine est-il coupable ? D'être vide - un produit de son temps. Chaque vendredi soir, au cœur d'une station balnéaire anonyme, le gaillard franchit le seuil de La Couronne d'Or, une maison privée. Quand s'ouvre le livre, il s'est enfin décidé : il va tout risquer au jeu du 31. Un drôle de truc, le 31. « Qu'on y perde ou qu'on y gagne importe à la fois beaucoup et pas du tout, car on ne peut y jouer qu'une seule fois dans sa vie. Il faut dès lors être prêt à s'y abandonner ».

Le voilà qui déboule, « une coupe à la main, l'air imbecile et le regard tranquille », serrant dans son poing d'instinctifs des d'ivoire. Autour de lui, ça couine, ça s'impatiente, ça montre les grilles. Lancez donc, les fichus des ! Antoine consent. Un lanceur déferle. Il se réveille riche. Immensément.

La Maison de jeu, c'est « L'Enfer » de Dante version 2.0, mais sans Virgile.

On y rit jaune, et de loin. Antoine est une sorte de Jésus à l'envers : le type qui fait tout mal à votre place. Plein aux as, il s'achète un « faux palais de marbre », s'ennuie, détruit sa baraque « à grands coups de marteau », brûle son fric « au sens propre du terme », puis se met à stocker d'invariables quantités de nourriture, « blocs de graisse et stalagmites de protéines », un tremblement de terre envoie finalement valser en une explosion de « gourmandises défragmentées ».

Plus tard, il tabasse un clochard obèse (lui-même), cède au chant sourd et sanguin de l'absinthe, fornique au petit bonheur, tutoie la splendeur, se roule dans l'abjection... D'orgies cannibales en déserts toxiques, de meurtres sauvages en addictions inédites, il s'enferme dans une voie sans issue. « Vous commencez à fatiguer tout le monde, vous le premier. Jusqu'à s'arrêter-t-il ?

« Il est souvent plus sûr d'être enchaîné que d'être libre », écrivait Kafka dans « Le Procès ». Allez en prison, Antoine. Ne passez pas par la case « espoir ».

Fabrice Colin

● Rivages, 176 p., 18,50 €.

TOUT VA DE TRAVERS À L'ÉCOLE



Balle tragique à Notre-Dame

L'Assiégé par Renaud Dély

DOMINIQUE VENNEN est né dans un temps où son patronyme ne signifiait pas encore, en verlan, « énervé ». Énervé, ce personnage de l'extrême droite resté obscur le fut pourtant tout au long de sa vie, à laquelle il mit fin un après-midi de mai 2013 en se tirant une balle dans la tête, au pied de l'autel de Notre-Dame de Paris. Par ce geste spectaculaire, il entendait « réveiller les consciences assoupies » de ses compatriotes, « s'insurger contre le crime visant au remplacement de nos populations ».

C'est son existence, qui ressemble à une collection d'échecs, sa vie, violente et mélancolique, que retrace le journaliste Renaud Dély dans une biographie enlevée. Après quelques mois en

Algérie au cours desquels il se fait remarquer par des actions racistes et des opérations coups de poing - que désavoue l'état-major -, il quitte l'armée.

Militant radical de l'Algérie française, il échoue à convaincre un général de se lancer dans un putsch contre de Gaulle. De même, sa tentative de forcer les grilles de l'Élysée pour y tuer le Président se solde pitoyablement par une arrestation à la sortie d'un restaurant et plusieurs mois de prison...

Dominique Vennen décide alors de changer la nature de son combat, et c'est là que le livre de Dély résonne avec l'actualité. « Vennen en est convaincu, si l'extrême droite échoue, c'est parce qu'elle ne pense pas (...). Pour accéder un jour au pouvoir, elle doit travailler à un projet de société et même à un programme de gouvernement. Savoir changer d'atours pour mieux rassurer et séduire. Une leçon, souligne l'auteur, qui « continue d'influencer la stratégie du RN ».

Vennen va se (re)mettre à la tâche en lançant diverses revues, qui resteront confidentielles, et quelques groupuscules, qui végéteront avant de disparaître. Ses idées infusent pourtant au sein d'une extrême droite encore marginale, mais il ne suivra que de loin l'ascension de Jean-Marie Le Pen. « Ce chien fou n'est pas vraiment porté sur les idées. Il a du bagout, mais trop peu de fond », déplore-t-il.

Marine Le Pen se gardera d'assister aux obsèques de Vennen, mais elle clamera sur Twitter son « respect » pour les lecteurs disparaissant purement et simplement, happés par la magie des mots. Allez, Jérôme Vivonne, un dernier vers pour la route ?

E. S.

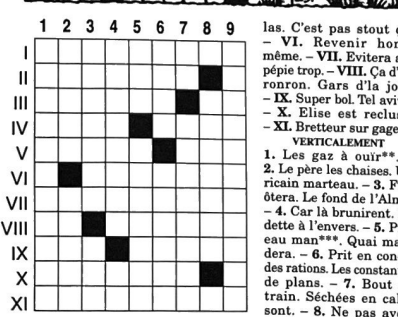
● La Table Ronde, 184 p., 17 €.

● JC Lattès, 272 p., 20,90 €.

LES MOTS DÉSORMAIS SOUMISES AU CONTRÔLE TECHNIQUE



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Le pouvoir à châtie. - II. Timeo Danaos - III. Il l'ouï. - IV. Droit de porta. - V. Alors là, chapeau ! Nom chaland. - V. Passera par

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1651
HORIZONTALEMENT
I. BEDONNANT - II. EMERITUA - III. LOIN. COLI. - IV. LISERON. - V. TREPANA. - VI. CIE. FELIN - VII. INSULA. - VIII. SF. REUSSEI. - IX. TAEGU. OAS. - X. ENVERGURE. - XI. STERILETS.

PROBLÈME N° 1652
VERTICALEMENT
1. Les gaz à ouïr. - 2. Le père les chaînes. Un certain marteau. - 3. Fric ôtera. Le fond de l'Alma. - 4. Car là brûlent. La dette à l'envers. - 5. Pire eau man. Quai mandera. - 6. Prit en concis des rotations. Les constantes de plans. - 7. Bout en train. Schémas en caves sont. - 8. Ne pas avoir tout fait. - 9. En cas de pas radis fiscal.

ADN
Définitions transmises par
● Robert Constantino, ● Jean-Claude Muray et ● Marc Humbert.

● TRIMESTRIEL d'extrême droite désormais en kiosques, « Livre noir » a adoubé un riant envoyé spécial en Ukraine en la personne de Xavier Maire. Repéré par le site d'Info StreetPress (12/4), cet ancien du GUD, de Bastion identitaire et, n'en jetez plus, des Zouaves Paris s'est immergé sans forcer dans les rangs des ultranationalistes combattants ukrainiens d'Azov. Texte et photos à l'appui, celui qui porte une tатуаж SS sur le torse vante la « camaraderie » et l'« esprit de famille » de ce régiment aux racines néonazies. Dans la foulée des révélations de StreetPress, « Livre noir » a précisé « ne pas avoir payé » le « reportage ».

Pourquoi tant de pudeur ?

● FINALEMENT, c'est assez simple, le nouveau journalisme : Jean-Pierre Foucault débarque sur Europe 1, le radio Bolloré, pour un remplacement pendant les vacances dans le show intitulé « Culture Médias ». Du coup, il est interviewé par « Le Journal du dimanche » (14/4), l'hédo Bolloré, qui annonce l'événement. Dans son entretien, Foucault explique qu'il est « là pour informer simplement l'auditeur de l'actualité, d'activités artistiques ». Et l'invité de sa première émission (15/4) n'était autre que Cyril Hanouana, animateur de C8, la télé Bolloré. Lequel est venu pour dézinguer au micro le groupe TF1 et son principal concurrent : Yann Barthes, pour moi, c'est rien, c'est zéro.

Vu comme ça, c'est surtout zéro risque !

POURQUOI LES JEUNES NE LISENT PLUS DE LIVRES ?



Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Marchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPATZ
Administrateur délégué : Hervé LUFFRAN
Principaux associés : Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Erik EMPATZ, Jean-François JULLIARD, Hervé LUFFRAN, Odile BENYAHIA-KOUIDER et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNAUD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARCHEAL.
Anciens directeurs : R. TRENO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression : P.O.P., Paris - Midl Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.
N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-9405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE METROPOLITAINE 1 AN

- Formule papier 68 €

- Formule papier + numérique 84 €

- Formule numérique 58 €

- Formule Intégrale 106 €

(Edition papier + numérique et Les Docuverts)

POUR LES AUTRES PAYS

Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site

ÉLECTIONS EUROPÉENNES :
LE CASSE-TÊTE DES TEMPS DE PAROLE



La Boîte aux Images Ciel et terre

AU VI^e SIÈCLE, un roi burgonde édicte une loi qui punit d'une amende de 50 sous le meurtre d'un forgeron et de seulement 30 sous celui d'un laboureur. Au XII^e siècle, dans le roman « Yvain ou le Chevalier au lion », de Chrétien de Troyes, un paysan rencontré dans les bois est décrit comme un être inhumain tenant à la fois du loup, de l'éléphant et du sanglier. Le Roman de la Rose, œuvre poétique française parue un siècle plus tard, baptise « Danger » le personnage fourbe du paysan. La majorité des « sorcières » brûlées vives par l'Inquisition étaient de vieilles paysannes. Et, en 1840, évoquant les agriculteurs, Balzac disait : « Pas besoin d'aller en Amérique pour observer des sauvages ».

« Des rires bruyants »

Après « Le Temps des ouvriers », sorti en 2020, c'est donc le temps des paysans que raconte le réalisateur et documentariste Stan Neumann. Une saga formidable, en quatre épisodes, illustrée par des témoignages de cultivateurs d'aujourd'hui, des contributions d'historiens, des dessins, des chansons, des animations ludiques ou encore des extraits de films rares et muets comme le « Nosferatu le Vampire » de Murnau.

À travers la Presse déchainée

Qu'en pensent les crèmes-linologues ?

Dans « Le Figaro » (12/4) : « Des eurodéputés ont touché de l'argent pour relayer les messages de la Russie. » Message de Poutine aux oligarques russes : « Continuez de palper ! »

Bain alors !

Dans « Ouest France » (5/4), à propos des thermes de Caracalla :

« Édifice construit sur 13 ha entre 2012 et 2016 sous les

Sur l'album de la Comtesse

MACRON L'ENCADRE, ATTAL RECULE

Tares et dures luttas ? Filé par une vox méconnue. Mais le fusil le ton de maquignon. Les deux se flattent en se bigorinant et nient d'être dépassés par les luttas : « Nous n'avons pas de disputes tendues ! » Mais ils se chinent en veillant à ne pas se taper et, la mine fatiguée, passent leur temps en discussions.

LECTEURS : « Fables pour les rois : « L'Étrille et les Guenons ». — « Les paranos aiment le porc ». — « Attal cherche la bonne case pour se faire un coup ! ». — « Ce qui est plein de barquettes ». — « La reine des patins est kiné ». — « Trop de bus équivalent les faibles ». — « Avec un tré, on se fait mousser ».

LU : « Ce penseur sans dollars soutient la réputation des probes. — « Il faut des quatrains pour le bac ». — « Ces vigiles rigolotes vident leurs chambres ». — « Génants, ces cabilloués sur la route ! ». — « Que de ruses à Lomé ! ». — « Clichés de touristes à moto : condors entourant des mondains qui se démentent sur des chaises ».

asservis, soumis aux rois et aux monastères. Si les nobles et les seigneurs les tiennent en laisse, l'Eglise, véritable propriétaire terrien, saccage aussi leurs traditions. Abattage des arbres magiques, condamnation des rites ancestraux, interdiction de boire, de chanter, de danser la farandole ou de « tordre la bouche avec des rires bruyants ».

À Paris au VI^e siècle, un évêque possédait d'innombrables parcelles cultivées et les paysans qui les travaillaient. Ils s'appelaient Godo, Rambold, Riebold, des noms soigneusement calligraphiés sur les registres du prélat. Divisés en « livres » et « non-livres » à l'image des serfs, ils n'avaient aucun droit sur la terre qu'ils cultivaient, pas même la possibilité de la quitter pour un autre maître.

Voilà le paysan en service. France, Italie, Espagne, Allemagne, ce film nous entraîne au cœur de son existence misérable. Famines, épidémies, guerres, frondes. Jacquesy antisémites, mises à sac des églises, pillages des châteaux. Croquants du Limousin, insurgés du Sussex, révoltes de paysans affamés lors de juillet 1789 approche. Et puis la fin de l'esclavage, la mécanisation de l'agriculture, la professionnalisation, l'Europe, la surproduction, les enjeux climatiques et biologiques.

Sans oublier ceux qui ont exploité l'image du paysan pour servir leurs desseins crapuleux. « La terre, elle, ne ment pas », chevrote Pétain. Le régime nazi vénère le porc, critère de sélection entre Aryens et sémites. Mussolini, torse nu le temps d'une moisson de propagande. Staline, qui estime que la campagne n'existe que pour nourrir les villes ouvrières.

Sorj Chalandon

● « Le Temps des paysans », de Stan Neumann, le 23/4 à partir de 20 h 55 sur Arte.

regnes des empereurs Septime Sévère et Caracalla.

Aucun doute : ceux qui les ont construits entre 212 et 216 avaient fait des études supérieures.

Trop de morgue sur la route

Sur « midilibre.fr » (6/4) : « On voit un véhicule autoritaire accélérer et tourner brusquement en direction du bar. »

Le genre d'utilitaire qui ne fait jamais marche arrière !

Vu sur Canal Plouf

Sur « leparisien.fr » (7/4) : « Des sauveteurs s'enfoncent dans les rues de la ville, de l'eau jusqu'aux hanches, pour venir en aide à des résidents évacués sur de petits canaux gonflables. »

Fas de canots ? Quelle pagaye !

Propos débridés

Sur « jeanmarcorandini.com » (10/4), à propos d'Aya Nakamura :

« Pour Eric Nauelleu, qui est loin de mâcher ses mots, la chanteuse est la pire que l'on puisse faire. »

Réponse de l'artiste pesant ses mots : « Je ne suis pas celle que vous croyez. »

Vue des Petites Petites

Vu sur « 20minutes.fr » (8/4), à la rubrique « Diversité » :

« Deux avions entrent en collision sur le tarmac de l'aéroport de Heathrow. » Combien de morts de rire ?

Prises de Bec Kari Lake Trumpette bouchée

En lice pour un siège clé au Sénat, cette trumpiste en rajoute toujours par rapport à son grand homme, y compris sur l'avortement.

« BUNNY LAKE a disparu », tel est le titre d'un fameux thriller d'Otto Preminger datant de 1965... Mais Kari Lake aussi a disparu ! Cette ex-présentatrice de télé d'une filiale de Fox News, muée en passionaria de Trump - dont elle se voit la vice-présidente -, a soudain moli sur la décision de la Cour suprême de l'Arizona, qui, le 9 avril, a remis en vigueur une loi de 1864 interdisant l'avortement, sauf en cas de danger de mort pour la mère.

« Cette interdiction totale n'est pas en phase avec ce que pense aujourd'hui le peuple de cet Etat. » Et de préciser : « Je suis d'accord avec le président Trump, c'est une question personnelle et privée. J'ai choisi la vie, mais je ne suis pas toutes les femmes. » Or, quand elle était candidate pour le poste de gouverneur de l'Arizona, en 2022, Kari Lake ne jurait que par cette loi de 1864 : « Je suis incroyablement heureuse que nous ayons une grande loi, déjà existante, qui va interdire l'avortement en Arizona. Et je pense que nous pouvons le chemin pour d'autres Etats qui nous suivront » (29/6/22).

Désormais, comme Trump, Kari Lake en appelle à la gouverneure démocrate Katie Hobbs - qui l'a devancée de 17 111 voix il y a deux ans - pour trouver « une solution immédiate de sens commun ».

DÉBUT DU PROCÈS DONALD TRUMP-STORMY DANIELS



LUI, c'est Louistiti. Elle, c'est Moman. Lui, c'est son « fils unique et préféré », son « Chipoulet chéri ». Ils ont leur langage à eux. Pas trop différent mais quand même.

Il met son « pyjama ». Il se sent « nerveux ». Il dit : « Bonne nuit. » Il dit : « J'm'ennuie, j'ai pas quoi faire, j'm'ennuie quoi ! »



Elle dit : « Ton papa a pas payé l'électricité. » Elle dit : « Pas que ça te refléchisse. » Elle dit : « T'ching tching ! », et, d'après elle, ça veut dire « bon appétit ! » en javanais du Nord. Quand il lui demande comment ça se dit en javanais du Sud, elle lance aussi sec : « Ping tching ! », et ça lui plaît beaucoup, vu qu'ils s'aiment tant que c'est rien de le dire.

Le coin coin des Variétés

Les Caroline (So ouate ?)

EN OUVERTURE malicieuse de leur show, Caroline Loeb et Caroline Montier entonnent « Elle s'appelle Caroline », jadis interprétée par Mistinguett. Et les deux chanteuses et comédiennes, très complètes, d'enchaîner prestissimo les chansons d'un régal où la gouaille et l'allant de la première, férue du répertoire des années 20 et 30, se marient à la sensibilité fantasque de la seconde, de formation classique.

Les reprises de Damia et de Fréhel sonnent de manière aussi actuelle que les chansons de Brigitte Fontaine (« Je suis décadente ») et de Juliette (« Monocle et col dur »). Comme sa camarade de revue la dissuade de chanter « C'est la ouate », Caroline Loeb se lance dans une version désopilante de ce tube intitulée « J'ai la ouate qui s'élate ».

Et le public, hilare, d'en faire autant.

● Aux Enfants du paradis, à Paris, jusqu'au 23/6.



Artiste des loopings, Kari Lake a auparavant fait un aller-retour chez les démocrates, de 2008 à 2012, dénonçant alors la circulation des armes à feu pour mieux rallier ensuite le puissant lobby de la National Rifle Association (NRA). Dans un tweet, elle écrivait en juin dernier : « Si vous voulez atteindre le président Trump, vous devez passer par moi et par 75 millions d'Américains comme moi. Et je vais vous dire, la plupart d'entre nous sont des membres de la NRA. Cela n'est pas une menace. C'est une annonce de service public. »

gélifique, qui en tient pour une stricte interdiction... « Ce sujet, qui devient central, pourrait transformer plus d'Etats que prévu en « champs de bataille », prévient l'avocat aux barreaux de New York et de Paris Laurent Cohen-Tanugi.

Figure montante depuis 2020 du camp « Make America great again », Kari Lake s'est d'abord fait connaître comme une furieuse dénière (« dénégatrice ») de la victoire de Biden en novembre 2020, appelant à faire jeter en prison sa future adversaire Katie Hobbs, tout comme les journalistes. Elle a poussé l'imitation de Trump jusqu'à contester en justice sa propre défaite au poste de gouverneur, accusant notamment le responsable des élections dans le comté de Maricopa d'avoir fait imprimer des bulletins illisibles par les machines de vote : elle a perdu tous ses procès...

Cela ne l'a pas empêchée, rappelle l'historien André Kasp, lors d'un meeting, il y a un mois, de dénoncer d'avance un nouveau complot électoral : les démocrates s'approprieraient à faire « voter illégalement » des milliers de migrants clandestins. Kari bout aussi de fureur, depuis la pandémie, contre les masques et les vaccins, et a vanté les mérites de l'hydroxychloroquine... La voix de son maître !

Le Théâtre Moman (Hors père !)

C'est une pièce signée Jean-Claude Grumberg, dont on aime rappeler que, pour l'écrivain Claude Roy, il était l'auteur tragique le plus drôle de sa génération. Elle touche à l'épure. Elle a été créée en 2015. Le cadeau, c'est qu'il vient de lui ajouter un second volet inédit. À l'occasion de cette reprise à la Scala, parce que la Scala, c'était le ciné où sa Moman et lui allaient les dimanches après-midi. Et aussi parce que c'est le toujours émerveillant Hervé Pierre qui joue Moman, avec

sa belle voix qui dit tout, son presque rien qui remplit tout, et que l'enfant est joué par Clotilde Mollet, qui semble avoir été Louistiti toute sa vie, un exploit quand même, ce naturel de petit garçon chez une dame qui pourrait être sa mère. D'ailleurs, dans le second volet (lequel est reversant), elle l'est mais, chut, n'en disons pas plus.

Ils sont seuls sur scène, vivent dans une cahute figurée par une tenture ou deux, et c'est bien suffisant pour abriter leur amour, leur complicité, leurs rires. Ils parlent de la peur, de la faim, du père qui est parti, de la guerre et de ceux qui ont dû changer de nom pour se cacher à la campagne, de la tristesse, de « si on était riches », et des méchants, d'ailleurs le sous-titre c'est « Pourquoi les méchants sont méchants ? », et pas besoin que l'auteur en dise plus, lui dont le père était dans le convoi n° 49 qui partit de Drancy le 2 mars 1943.

La mise en scène est de Noémie Pierre, Clotilde Mollet et Hervé Pierre. C'est inoubliable.

Jean-Luc Porquet

● A la Scala, à Paris, jusqu'au 19/6.

Lettre d'une inconnue

UN PEU ? Beaucoup ? Passionnément ? A la fois ! Pour cette inconnue, l'amour est une fièvre dévorante. Ce « fanatisme enragé qui vous ronge de l'intérieur » transpire dans chaque mot de la lettre qu'elle adresse à l'écrivain ignorant tout de sa flamme comme de l'existence de leur enfant.

Ce texte de Stefan Zweig datant de 1922, William Mesguich s'en est emparé. Dans sa prenante mise en scène, où l'obscur s'enveloppe chaque instant de tragédie, Betty Pelissou incarne cette passion qui, jusqu'à

l'obsession (un peu trop appuyée, peut-être), consume tout.

Qu'elle soit assise à son bureau, rédigeant une lettre-testament dans un élan fiévreux, ou auprès du berceau de l'enfant, emporté par le typhus, même dans les moments les plus sombres, l'amour ne faiblit jamais. Il en est ainsi depuis leur première rencontre, alors qu'elle n'était qu'une adolescente, pas encore une flamme.

M. P.

● Au Lucernaire, à Paris, jusqu'au 12/5.

Le flingue et le micro

Alors qu'elle avait loué le sénateur John McCain - dernière haute figure républicaine d'Arizona - au moment de sa mort, en 2018, elle l'a, post mortem, traîné dans la boue, à l'instar de Trump, s'écriant lors d'un meeting qui célébrait sa victoire à la primaire de 2022 contre l'appareil du parti : « Nous avons planté un pieu au cœur de la machine McCain ! » A présent, elle cherche l'onction du clan de John McCain, s'attirant une réponse cinglante de sa fille : « No peace, bitch ! » (« Aucune paix possible, salope ! »).

Comme le siège que vise Kari Lake est susceptible de décider de la majorité - très serrée - au Sénat, le chef des Républicains pour l'Arizona, Jeff DeWit, a tenté, en mars 2023, de dissuader cette candidate trop excessive et opportuniste de se présenter, lui promettant des avantages financiers. Or Kari Lake, qui portait un micro sur elle, a fait fuiter l'enregistrement en janvier dernier. DeWit a préféré démissionner, tout en pointant l'« habitude de l'ex-journaliste d'enregistrer secrètement des conversations privées ».

Y compris avec l'ex-président milliardaire, qu'elle rencontre régulièrement. Kari Lake, taxée d'être une « Trump en jupons », va-t-elle finir en version US de Patrick Buisson - ardent ?

David Fontaine

Le Théâtre Moman (Hors père !)

C'est une pièce signée Jean-Claude Grumberg, dont on aime rappeler que, pour l'écrivain Claude Roy, il était l'auteur tragique le plus drôle de sa génération. Elle touche à l'épure. Elle a été créée en 2015. Le cadeau, c'est qu'il vient de lui ajouter un second volet inédit. À l'occasion de cette reprise à la Scala, parce que la Scala, c'était le ciné où sa Moman et lui allaient les dimanches après-midi. Et aussi parce que c'est le toujours émerveillant Hervé Pierre qui joue Moman, avec

sa belle voix qui dit tout, son presque rien qui remplit tout, et que l'enfant est joué par Clotilde Mollet, qui semble avoir été Louistiti toute sa vie, un exploit quand même, ce naturel de petit garçon chez une dame qui pourrait être sa mère. D'ailleurs, dans le second volet (lequel est reversant), elle l'est mais, chut, n'en disons pas plus.

Ils sont seuls sur scène, vivent dans une cahute figurée par une tenture ou deux, et c'est bien suffisant pour abriter leur amour, leur complicité, leurs rires. Ils parlent de la peur, de la faim, du père qui est parti, de la guerre et de ceux qui ont dû changer de nom pour se cacher à la campagne, de la tristesse, de « si on était riches », et des méchants, d'ailleurs le sous-titre c'est « Pourquoi les méchants sont méchants ? », et pas besoin que l'auteur en dise plus, lui dont le père était dans le convoi n° 49 qui partit de Drancy le 2 mars 1943.

La mise en scène est de Noémie Pierre, Clotilde Mollet et Hervé Pierre. C'est inoubliable.

Jean-Luc Porquet

● A la Scala, à Paris, jusqu'au 19/6.

Lettre d'une inconnue

UN PEU ? Beaucoup ? Passionnément ? A la fois ! Pour cette inconnue, l'amour est une fièvre dévorante. Ce « fanatisme enragé qui vous ronge de l'intérieur » transpire dans chaque mot de la lettre qu'elle adresse à l'écrivain ignorant tout de sa flamme comme de l'existence de leur enfant.

Ce texte de Stefan Zweig datant de 1922, William Mesguich s'en est emparé. Dans sa prenante mise en scène, où l'obscur s'enveloppe chaque instant de tragédie, Betty Pelissou incarne cette passion qui, jusqu'à

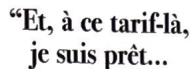
l'obsession (un peu trop appuyée, peut-être), consume tout.

Qu'elle soit assise à son bureau, rédigeant une lettre-testament dans un élan fiévreux, ou auprès du berceau de l'enfant, emporté par le typhus, même dans les moments les plus sombres, l'amour ne faiblit jamais. Il en est ainsi depuis leur première rencontre, alors qu'elle n'était qu'une adolescente, pas encore une flamme.

M. P.

● Au Lucernaire, à Paris, jusqu'au 12/5.





... à jouer les prolongations !”



Le Canard enchaîné



8 – « Le Canard enchaîné » – Mercredi 17 avril 2024